

الجمهورية التونسية
République Tunisienne



القانون الأساسي للجامعة التونسية لكرة اليد



STATUTS DE LA FEDERATION TUNISIENNE DE HANDBALL

الجلسة العامة الخارقة للعادة ليوم 13 افريل 2018
Assemblée Générale Extraordinaire du 13 avril 2018

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les présents statuts ont été institués en application de la législation nationale régissant essentiellement les associations et les structures sportives dont notamment la loi organique n° 59-154 du 07 novembre 159 régissant les associations et ses textes juridiques et règlementaires subséquents, la loi organique n°95-11 en date du 06 février 1995 régissant l'organisation des structures sportives et ses textes juridiques et règlementaires subséquents ; Les présents statuts sont également établis conformément à la législation sportive internationale et continentale formée par les textes statutaires et juridiques de la Fédération Internationale de Handball (IHF) et de la Confédération Africaine de Handball (CAHB) ainsi que conformément aux règles et principes du Comité Olympique International.

Article 2 : La Fédération Tunisienne de Handball (désignée dans les présents statuts : **FTHB**) est une association sportive, officiellement fondée le 09 décembre 1960. Elle est dûment affiliée respectivement, auprès de la Fédération Internationale de Handball (IHF) et de la Confédération Africaine de Handball (CAHB). Elle est également affiliée auprès du Comité National Olympique Tunisien (CNOT) et exerce ses activités, sous l'autorité et la tutelle du Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports en application des textes juridiques nationaux régissant les secteurs du sport et des structures sportives et plus particulièrement la loi organique n°95-11 du 06 février 1995 régissant les structures sportives et l'ensemble des textes juridiques et réglementaires subséquents dont notamment la loi organique n°49 en date du 24 juillet 2006.

La Fédération Tunisienne de Handball est soumise, dans le cadre de sa constitution, de l'exercice de ses activités et la poursuite de ses objectifs sportifs, à l'ensemble des textes suivants :

- La législation régissant les associations et le sport sur le territoire de la République Tunisienne
- Les statuts et les règlements édictés par la Fédération Internationale de Handball
- Les statuts et les règlements édictés par la Confédération Africaine de Handball
- Les statuts, les règlements généraux et les règlements intérieurs de la Fédération Tunisienne de Handball

Article 3 :

1 . La FTHB est la seule structure sportive, nantie à l'échelle nationale des pouvoirs les plus étendus, l'habilitant à gérer les affaires du handball sous toutes ses formes et spécialités. Elle dispose d'une compétence exclusive lui permettant de réguler et de développer le handball, en étant l'unique représentant de la spécialité à l'échelle nationale et dans ses rapports avec le Ministère chargé de la Jeunesse et des Sports, du Comité Olympique Tunisien et en général à l'égard de toutes les parties intervenantes ou impliquées dans la gestion et le développement de la spécialité.

2 . La FTHB est la seule structure sportive habilitée à représenter les intérêts et l'image du handball Tunisien auprès de la Fédération Internationale de Handball, de la Confédération Africaine de Handball, des confédérations, des fédérations étrangères, de l'Union Arabe de Handball, de la confédération Euro-méditerranéenne de Handball et plus généralement auprès de toute instance mondiale ou continentale ou régionale créée ou pouvant être créée dans le cadre de la gestion des affaires du handball

3 . La FTHB s'engage à respecter les valeurs véhiculées par la charte olympique et s'interdit même, de poursuivre toute activité politique ou de promouvoir des principes politiques ou idéologiques sous toutes ses formes. La FTHB exercera ses missions et ses activités, dans une

logique d'autonomie, en dehors de toute forme d'ingérence politique ou gouvernementale et sera exclusivement soumise ses propres textes statutaires et sportifs.

4 . La FTHB veille à développer le handball et à le promouvoir, au niveau de son échelle d'intervention et ce, dans le strict respect des règles techniques et d'organisation édictées par la Fédération Internationale de Handball

5 . Le nom et le logo de la FTHB ainsi que les signes distinctifs s'y rapportant, sont la propriété exclusive de la Fédération. Cette dernière, dispose de toutes les prérogatives de fait et de droit l'habilitant à prendre les mesures qui pourraient garantir la protection de sa propriété intellectuelle. La FTHB diligentera toutes les mesures nécessaires pour l'enregistrement de ses droits en question auprès de l'INNORPI

Article 4 : La FTHB est formée par les associations sportives de handball dûment affiliées auprès d'elle. Les associations sportives de handball œuvrent pour la formation, l'encadrement et l'amélioration des capacités physiques et techniques des jeunes sportifs dans le strict respect des valeurs d'éthique et du fair-play, qui sont prônées et véhiculées par la Fédération Internationale de Handball pour une pratique saine, juste et loyale du handball

Article 5 : La FTHB est constituée pour une durée illimitée

Article 6 : Le siège de la FTHB est domicilié au Gouvernorat de Tunis. Il peut être décidé, au moyen d'une décision prise dans le cadre d'une assemblée générale par au moins deux tiers (2/3) des associations membres, de délocaliser le siège et de le transférer hors des limites territoriales du gouvernorat de Tunis. Dans ce cas, la FTHB sera tenue de prendre toutes les mesures légales et administratives appropriés auprès du ministère de l'intérieur, du ministère chargé de la jeunesse et des sports et du nouveau gouvernorat appelé à abriter le nouveau siège de la Fédération

Article 7 : La FTHB exerce ses activités et ses missions sportives au début du mois de juillet de chaque année civile pour prendre se terminer à la fin du mois de juin et ce, à l'expiration d'une période de douze (12) mois consécutifs

Article 8 : La FTHB est tenue, dans le cadre de sa constitution, de la modification de ses statuts et des changements qui affectent la composition de sa direction, de respecter essentiellement les dispositions des statuts de la Fédération Internationale de Handball, la législation nationale régissant les associations ainsi que ses propres statuts fédéraux. La FTHB procédera d'une manière continue à la mise à jour et à l'adaptation des présents statuts et tous ses règlements sportifs et intérieurs avec les textes statutaires et juridiques de la Fédération Internationale de Handball. Elle devra aussi informer la Fédération Internationale de Handball et la Confédération Africaine de Handball de tout changement majeur pouvant affecter son fonctionnement en question.

Article 9 : A titre non limitatif, la FTHB jouit des attributions suivantes et a pour objet :

1 . d'organiser, de développer et de promouvoir la pratique du handball sous toutes ses formes et spécialités ; de gérer et contrôler sa pratique sur le territoire national en application des dispositions réglementaires en vigueur

2 . de développer et affiner ses relations avec les instances internationales, continentales, régionales et nationales chargées de gérer le handball ainsi que les pouvoirs publics qui interviennent dans le domaine du sport

3 . de respecter les calendriers international et continental des manifestations et compétitions sportives qui sont préalablement fixés respectivement par la Fédération Internationale de Handball et la Confédération Africaine de Handball ; d'adapter le calendrier des compétitions nationale et locales avec les calendriers international et continental en question

4 . D'organiser les manifestations et les rencontres sportives à l'échelle régionale, nationale et internationale et de décerner les trophées et les prix aux parties et associations participantes ; la mise en place des cahiers de charge et des règlements sportifs propres aux compétitions qui relèvent de son champ d'intervention et d'encadrer et de faciliter le travail des organisateurs et des organes de presse à l'occasion des compétitions en question

5 . de soumettre les candidatures Tunisiennes auprès des instances sportives internationales, continentales et régionales et de soutenir leurs candidatures en collaboration avec le Comité National Olympique Tunisien et le Ministère chargé des Sports

6 . d'organiser les manifestations et les compétitions internationales, continentales et régionales en collaboration avec le comité national olympique Tunisien et le ministère chargé des sports

7 . de contrôler la mise en œuvre des lois et des règlements se rapportant au respect de la charte sportive et des règles de bonne conduite et de fair-play au sein des enceintes sportives

8 . d'œuvrer pour une meilleure commercialisation de tous les aspects sportifs liés au compétitions qui relèvent de son champ d'organisation et de négocier la cession des droits économiques et sportifs liés à l'organisation des manifestations et rencontres sportives de ses sélections et de ses clubs membres et leur diffusion ou retransmission auprès des organes de presse et des entreprises spécialisées dans le marketing et la retransmission des rencontres sportives ...

9 . de lutter contre les différentes formes de violence et de dopage

10 . de fixer les conditions d'éligibilité et les critères de participation des associations sportives, des sportifs, des arbitres et des officiels dans les manifestations sportives internationales, continentales et régionales

11 . de veiller à la formation et au suivi des cadres techniques, des arbitres, des officiels et dirigeants dans le but d'améliorer leurs capacités et niveaux ; d'organiser des séminaires, des symposiums de formation et des cycles éducatifs portant sur des thèmes et des questions, liés au handball

TITRE 2 : ADHESION A LA FEDERATION

ARTICLE 10 : Toute association sportive qui entend devenir membre en s'affiliant auprès de la FTHB, est tenue d'adhérer à un cahier des charges préétabli par le Bureau Fédéral. L'affiliation, lorsqu'elle est initiée ne revêtira le caractère d'une admission définitive qu'à partir de son approbation par l'assemblée générale qui suit la décision fédérale d'affiliation temporaire.

Le Bureau Fédéral peut consentir une affiliation temporaire à une association sportive. Cette affiliation ne deviendra définitive que si elle approuvée par l'assemblée générale qui suit la décision fédérale d'affiliation temporaire.

Article 11 : Chaque association sportive membre au sein de la FTHB est tenue de :

1 . payer le montant de sa cotisation annuelle avant le démarrage de chaque saison sportive ; le montant de la cotisation exigible est arrêté au début de chaque saison sportive par le Bureau Fédéral

2 . Régulariser et payer les amendes, les dettes et les redevances financières auxquelles elle est soumise ou redevable envers la fédération ou ses affiliés.

3. Respecter et se conformer aux statuts et aux règlements intérieurs de la fédération, aux décisions émanant du Bureau Fédéral et des structures de la fédération et de ses commissions

5 . Recourir à la Commission Nationale de l'Arbitrage Sportif (CNAS) en sa qualité de juridiction nationale sportive suprême, pour résoudre tout litige à caractère sportif et se conformer à ses décisions et les exécuter et ce, après épuisement des voies de recours auprès des instances juridictionnelles sportives de la FTHB, en application des présents statuts et des règlements de la fédération

6 . Informer la FTHB de tout changement afférent à ses statuts, à son organisation et à la composition des membres de son bureau directeur ou à la liste de ses dirigeants et officiels ; informer la FTHB de la liste des membres habilités à agir en son nom et pour son propre compte

7 . Respecter les valeurs d'éthique, les règles de fair-play et de bonne conduite et lutter contre toutes les formes de violence, de discrimination et de dopage principalement à l'intérieur des enceintes sportives

Article 12 : La qualité de membre peut être retirée ou suspendue, d'une manière définitive ou provisoire, par le Bureau Fédéral en cas de non-respect par une association sportive de l'une des dispositions de l'article 11 des présents statuts.

La même faculté peut être exercée par le Bureau Fédéral à l'encontre de ses affiliés, en cas de manquement disciplinaire grave. Dans ce cas, l'autorité disciplinaire compétente se saisira du dossier, dans le strict respect du principe du contradictoire et du droit de la défense. Si une décision de retrait de l'admission est prise, elle devra être valablement motivée en application des textes en vigueur.

Article 13 :

Paragraphe 1 : La perte ou la suspension de l'admission est définitive ou temporaire et elle est décrétée à l'encontre de :

1. L'association qui ne règle pas le montant de sa cotisation annuelle en dépit d'une mise en demeure écrite qui lui est adressée, restée infructueuse
2. L'association qui ne se conforme pas aux décisions définitives et rendues en dernier ressort par les instances juridictionnelles de la fédération ou par le CNAS en matière des litiges sportifs
3. L'association qui manque de payer les frais et les amendes exigibles auprès de la FTHB ou des instances internationales, continentales ou régionales de handball lors de la participation à une compétition sportive des clubs organisée par l'une des instances en question ; De même, l'association qui manque de payer ou de régulariser des dettes ou des redevances de nature contractuelle lui incombe suite à une décision définitive rendue en application des règlements de la FTHB. Dans ce cas précis, la Fédération peut même prononcer la perte de qualité de membre par l'association défaillante, après l'envoi à sa destination d'une mise en demeure qui reste infructueuse, durant deux mois faute d'une réparation de la défaillance présumée par l'association en question
4. L'association qui continue, irrégulièrement, à exercer ses activités en étant dirigée par un bureau directeur dont le mandat a expiré ou qui n'est plus valide. L'irrégularité doit être, dans ce cas, constatée ou déclarée par voie de décision judiciaire.
- 5 . L'association qui fait l'objet d'une décision irrévocable de suspension ou de gel d'activités, prononcée par les autorités disciplinaires de la FTHB, suite à une faute très grave commise par l'association en question. Dans ce cas, la décision devra être dûment motivée et ne sera prise qu'après audition préalable de l'association concernée sous réserve de respecter les droits de la défense et le principe du contradictoire. La décision de suspension ou de gel d'activités devra au final, être prise ou entérinée par le Bureau Fédéral en application des textes juridiques de la Fédération

Paragraphe 2 : Les membres du bureau directeur et les dirigeants de l'association sportive ayant perdu son admission conformément au paragraphe 1 du présent article, seront interdits d'intégrer une autre association sportive affiliée à la FTHB et seront également interdits de constituer une nouvelle association sportive et ce, durant une période d'une année commençant à courir à partir de la date de la perte par l'association de son admission en question

Article 14 :

Paragraphe 1 : toute association membre jouit des droits suivants :

- 1 . La présence aux travaux des assemblées générales dans les délais, le droit de discuter et de débattre des questions inscrites à l'ordre du jour et l'exercice du droit de vote
- 2 . La présentation de motions liées aux questions pouvant être inscrites à l'ordre du jour des assemblées générales
- 3 . La réception d'une manière continue du bulletin officiel de la FTHB sur son adresse postale ou électronique,
- 4 . La participation aux compétitions et épreuves sportives organisées par la FTHB ou sous son égide
- 5 . L'exercice de toutes les attributions et tous les droits mentionnés dans les textes statutaires ou règlementaires de la FTHB

Paragraphe 2 : Les associations sportives affiliées lors de la dernière année sportive qui précède l'année de la tenue des élections du Bureau Fédéral, ne peuvent participer en leur qualité de membres

actifs et ne peuvent exercer le droit de vote lors des élections des membres du Bureau Fédéral et des membres des bureaux des ligues nationales et régionales. Néanmoins, les associations sportives en question peuvent être autorisées à assister en leur qualité, de membres observateurs, aux travaux des assemblées générales électives précitées

TITRE 3 : LES STRUCTURES FEDERALES

Article 15 : la Fédération Tunisienne de Handball est formée par les structures suivantes :

- L'assemblée générale
- Le Bureau Fédéral
- Le comité exécutif
- Le Conseil Fédéral
- Le Conseil Technique Consultatif
- Les Ligues
- Les Commissions Fédérales
- La Direction Nationale de l'Arbitrage
- La Direction Technique Nationale
- Le Secrétariat Général
- Les instances juridictionnelles
- Le comité électoral

CHAPITRE 1 : L'assemblée Générale

SECTION 1 : Dispositions Générales

Article 16 :

1 . L'assemblée générale est l'autorité législative et de contrôle de la Fédération Tunisienne de Handball

2 . Les assemblées générales tenues par la Fédération se répartissent comme suit :

A – Des assemblées générales ordinaires évaluatives ou électives

B - Des assemblées générales extraordinaires

Article 17 : Peut participer aux travaux et aux délibérations des assemblées générales, toute association dûment affiliée à la FTHB par le biais d'un seul représentant en application des prescriptions des statuts et du règlement intérieur de la Fédération

Peuvent également prendre part aux travaux des assemblées générales, en tant que membres observateurs, le secrétaire général de la fédération, le président de la direction nationale de l'arbitrage et le président de la commission nationale d'appel

Ne peut prendre part à une assemblée générale toute associative frappée d'une décision de gel d'activités ou ayant perdu son admission ou qui n'a pas terminé la saison sportive ou qui a fait l'objet d'une sanction définitive pour transgression de la charte sportive et des règles de bonne conduite et ce, lors de la dernière année qui précède la tenue de l'assemblée générale en question

Toute association dûment habilitée à prendre part aux travaux d'une assemblée générale, est représentée par un seul représentant parmi les personnes suivantes : le président de l'association, le premier vice-président, le secrétaire général ou le président de la section handball pour les clubs omnisports.

Si une des trois dernières personnes, participe au nom de l'association aux travaux de l'assemblée, elle devra être munie d'un pouvoir spécial et écrit, comprenant la signature du président et le cachet de l'association

Article 18 :

1 . L’assemblée générale statue sur les questions inscrites à son ordre du jour et approuve les motions et les projets de textes présentés suivant un quorum minimal représenté par la moitié (1/2) des membres dûment affiliés et présents à l’assemblée. Si ce quorum n’est pas atteint, l’assemblée sera ajournée d’une (1) heure, et se tiendra d’une manière valide quel que soit le nombre des clubs affiliés présents.

L’approbation ou la validation de la question ou de la motion soumise au vote, n’est valable que si elle recueille deux tiers (2/3) des voix des membres présents.

2 . Pour être recevable et apte à être inscrite à l’ordre du jour de l’assemblée générale, toute motion ou proposition de texte émanant d’une association sportive, doit être envoyée par écrit au secrétariat de la FTHB au plus tard, deux (2) mois avant la date de la tenue de l’assemblée en question. A défaut de respect du délai précité, la motion ou la proposition en question ne peut être inscrite à l’ordre du jour

3 . A titre exceptionnel et en dehors des questions ayant trait à la modification des statuts de la fédération, le Président de la FTHB peut, selon son propre pouvoir discrétionnaire adopter et retenir une motion ou une proposition émise par une association hors du délai statutaire. Cette faculté est tributaire d’une demande qui devrait émaner des deux tiers (2/3) des associations membres présentes à l’assemblée. Dans ce cas, la motion ou la proposition, dès qu’elle est retenue par le Président de la séance, sera inscrite à l’ordre du jour et sera soumise au vote après son examen.

4 . Le Président de la FTHB peut, de son propre chef et sans délai , déposer à l’assemblée toute motion ou proposition d’amendement statutaire ou règlementaire, jugée d’une importance majeure et l’inscrire pour discussion et vote.

Section 2 : L’assemblée générale ordinaire

Article 19 : l’assemblée générale ordinaire tient ses assises, suite à une convocation émise par le Bureau Fédéral à destination des associations affiliées à la Fédération, au moins trente (30) jours avant la date fixée pour son déroulement. Le texte de la convocation est obligatoirement publié sur les colonnes de deux quotidiens nationaux et devra contenir l’ordre du jour de l’assemblée

Article 20 : L’assemblée générale définit la politique générale de la Fédération et ses directives. Elle approuve les projets des textes sportifs et réglementaires de la Fédération dont notamment les règlements généraux et les règlements intérieurs.

Sous-section 1 : L’assemblée générale évaluative

Article 21 : l’assemblée générale évaluative tient ses assises une fois par an, sauf lors de l’année qui coïncide avec la tenue de l’assemblée générale élective. Elle a pour objet d’examiner :

- Le rapport moral de la Fédération et son approbation
- Le rapport financier, sa discussion et son approbation après lecture du rapport du commissaire aux comptes

La Fédération peut également inscrire à l’ordre du jour les questions suivantes :

- Amendement des règlements intérieurs et des règlements intérieurs de la Fédération
- Approbation de toute nouvelle admission d’une association sportive conformément à l’article 10 des présents statuts
- Autorisation d’entreprendre des opérations financières ou immobilières qui pourraient avoir un impact conséquent sur le patrimoine de la Fédération
- Désignation du président du comité d’audit interne de la Fédération ou son remplacement

Article 22 : Les travaux de l’assemblée générale évaluative ne sont considérés valides qu’en présence au moins de la moitié (1/2) des associations dûment affiliées et autorisées à prendre part à ses travaux. Si le quorum n’est pas atteint à l’heure du démarrage de l’assemblée, une deuxième assemblée se tiendra le même jour après écoulement d’un délai d’une (1) heure quel que soit le nombre des membres présents. Les travaux et les délibérations de l’assemblée sont considérés réguliers et ont une force probante à l’égard de la Fédération et à l’ensemble de ses membres

Sous-section 2 : L'assemblée générale élective

Article 23 : Une assemblée générale élective pour l'élection des membres du Bureau Fédéral devra tenir ses assises, une fois tous les quatre ans. Elle est convoquée par le Bureau Fédéral dans le délai statutaire et ce, après information du comité national olympique Tunisien et le ministère chargé des sports. Elle devra se tenir dans un délai ne dépassant pas trois (3) mois de la date du déroulement des jeux olympiques d'été qui coïncident avec la fin du mandat électoral du Bureau Fédéral sortant. Le Bureau Fédéral peut à titre exceptionnel et pour des motifs purement sportifs, convoquer une assemblée générale élective anticipée avant même trois (3) mois de la date de déroulement des jeux olympiques d'été. Dans ce cas, la période d'exercice du Bureau Fédéral est considérée comme étant un mandat intégral même si la période du mandat initial de quatre (4) ans n'a pas été accomplie.

Article 24 :

Paragraphe 1 : L'assemblée générale élective tient ses assises sous l'autorité et la responsabilité d'un comité électoral présidé par le Président du Comité National Olympique Tunisien et comprenant deux membres qui sont le Secrétaire Général de la FTHB et un représentant du Comité National Olympique Tunisien. Le comité électoral est nanti de la mission principale de veiller au bon déroulement de toutes les phases de l'opération électorale en application des mécanismes et procédures prévues dans les présents statuts et le règlement intérieur de la Fédération

Paragraphe 2 : A titre principal, le comité électoral est compétent pour :

- Recevoir les dossiers de candidature par listes, de contrôler leurs contenus et de vérifier la conformité des dossiers par rapport aux conditions de dépôt
- Diligenter toutes les mesures d'investigation avec la possibilité de demander des éclaircissements auprès des présidents des listes candidates afin de vérifier le contenu de tout dossier de candidature déposé et ce, en prélude à toute décision l'amenant à déclarer recevable ou irrecevable une liste candidate
- Examiner les contestations écrites formulées par un président d'une liste candidate à l'encontre de toute autre liste concurrente et pouvant être entachée d'irrégularité(s). De même, elle est compétente pour examiner toute contestation formulée à propos de l'irrégularité de la participation ou de l'incapacité d'une association membre à prendre part au vote
- Déclarer la recevabilité ou l'irrecevabilité de toute liste candidate au moyen d'une décision qui devra être rendue en première instance
- Contrôler le bon déroulement de l'opération électorale et désigner ses représentants dans les bureaux de vote
- Consigner dans un procès-verbal toute éventuelle irrégularité ou tout dépassement pouvant entacher le bon déroulement des élections
- Annoncer les résultats du scrutin, déclarer la liste élue et procéder à la publicité des résultats sur les colonnes d'un quotidien national ou sur le site électronique de la Fédération

Article 25 :

Paragraphe 1 : Chaque président d'une liste candidate aux élections du Bureau Fédéral, est tenu de présenter par écrit, un dossier de candidature suivant les formes et les procédures mentionnées dans les articles 41 et suivants des présents statuts. Le dossier doit être déposé au complet avec une liste des pièces déposées contre décharge délivrée au déposant. La décharge écrite indiquera la date de dépôt du dossier et sa référence de dépôt. Le dépôt devra sous peine de rejet, être effectué au plus tard quinze (15) jours avant la tenue de l'assemblée générale élective. Tout dossier déposé en méconnaissance du délai indiqué, sera déclaré irrecevable

Paragraphe 2 : Le comité électoral rend ses décisions pour déclarer la recevabilité ou l'irrecevabilité d'une liste candidate. Les décisions sont rendues suivant une compétence de première instance. Les décisions feront l'objet d'une notification écrite sur les adresses postale et électronique des listes candidates.

Les décisions en question peuvent faire l'objet d'un pourvoi par toute liste candidate ayant intérêt légitime à exercer ce droit. Ce pourvoi se fera auprès de la Commission Nationale de l'Arbitrage Sportif du CNOT. Le pourvoi se fera au moyen d'un mémorandum écrit contenant les griefs et les moyens de fait et de droit opposés à l'encontre de la décision contestée suivant les procédures du règlement arbitral de l'institution en question

Paragraphe 3 : Le vote se fait à bulletin secret sous la responsabilité et supervision du comité électoral. Chaque liste candidate peut être représentée parmi ses membres candidats par deux personnes qui seront habilitées à observer le déroulement de l'opération électorale.

Tout membre disposant du droit de vote, ne peut que voter pour une seule liste sous peine de voir tout bulletin non conforme à cette obligation, purement annulé.

Après la fin de l'opération de recueil des votes, le comité électoral procède au dépouillement des bulletins et doit vérifier la régularité de chaque bulletin en prélude à l'annonce des résultats. Le comité électoral consigne ses travaux et les résultats des élections dans un procès-verbal qui sera transmis dans des exemplaires à la Fédération Internationale de Handball, à la Confédération Africaine de Handball, au comité national olympique Tunisien et au ministère chargé des sports.

Paragrphe 4 : Toute liste candidate ayant un intérêt légitime à contester les résultats de l'opération élective, peut former un recours en annulation des résultats dans un délai ne dépassant sept (7) jours à partir de leur publicité. Le recours sera du ressort du Comité National de l'Arbitrage Sportif du CNOT conformément aux procédures contenues dans ses statuts et son ordre juridique en vigueur

Article 26 : L'assemblée générale élective a pour objet de :

- 1 . Examiner le rapport moral qui lui est soumis par le Bureau Fédéral et le soumettre à approbation
- 2 . Examiner le rapport financier qui lui est soumis par le Bureau Fédéral et le rapport du commissaire aux comptes en vue de les soumettre à approbation
- 3 . Désigner un commissaire aux comptes pour le prochain mandat qui sera choisi parmi les commissaires inscrits auprès de l'ordre Tunisien des experts comptables conformément à la législation en vigueur
- 4 . Nommer le président de la commission d'audit interne
- 5 . Elire les membres du Bureau Fédéral pour le prochain mandat

Il peut être inscrit à l'ordre du jour, en cas d'urgence avérée, une question qui relève des attributions de l'assemblée générale.

Article 27 : Les travaux de l'assemblée générale élective ne sont réputés réguliers qu'en présence au moins de la moitié (1/2) des associations affiliées et habilitées à y prendre part. La Fédération est tenue de déployer toute la diligence nécessaire et de prendre les mesures adéquates qui pourraient favoriser la présence des associations membres et le bon déroulement de l'assemblée générale.

Si le quorum n'est pas atteint à l'heure du démarrage de l'assemblée, une deuxième assemblée se tiendra le même jour après écoulement d'un délai d'une (1) heure quel que soit le nombre des membres présents. Les travaux et les délibérations de l'assemblée sont considérés réguliers et ont une force probante à l'égard de la Fédération et à l'ensemble de ses membres

Les membres du Bureau Fédéral sont élus par voie de scrutin de liste, au moyen d'un vote à bulletin secret conformément aux statuts et au règlement intérieur de la FTHB

Article 28 : En cas de non réception d'une liste candidate ou en cas la non recevabilité de toutes les listes candidates de manière qui emporterait l'impossibilité de fait et de droit pour les élections du Bureau Fédéral de se dérouler, une convocation à une assemblée générale élective devra être ordonnée dans un délai au moins d'un (1) mois et au plus tard dans un délai de trois (3) mois.

Si pour une raison ou pour une autre, l'absence de candidature(s) persiste, la même procédure de convocation devra être appliquée. Le Bureau Fédéral sortant continuera, néanmoins, à gérer les affaires courantes de la Fédération jusqu'à l'intronisation par voie élective d'un nouveau Bureau Fédéral

Article 29 : L'assemblée fédérale élective des bureaux des ligues nationales et régionales

Paragraphe 1 : Les élections des bureaux des ligues nationales et régionales de handball sont organisées dans le cadre d'une assemblée générale fédérale des clubs qui se tient dans un délai ne dépassant pas quarante (40) jours de la date de la tenue de l'assemblée générale élective des membres

du Bureau Fédéral. La présentation des candidatures et le déroulement de l'opération élective sont soumis aux conditions et aux modalités prévus par le règlement intérieur de la FTHB.

Paragraphe 2 : Les candidatures à l'adhésion des bureaux des ligues sont individuelles et obéissent au mode de scrutin individuel dès la publicité ordonnant l'ouverture de l'envoi des candidatures, la détermination de la date et du lieu du déroulement de l'assemblée générale fédérale en question. Les candidatures individuelles sont envoyées par voie postale ou déposées directement contre décharge, auprès du Secrétaire Général de la FTHB. Aucun dossier n'est recevable s'il est présenté ou envoyé après écoulement d'un délai de quinze (15) jours avant la date de l'assemblée générale fédérale élective des ligues.

Paragraphe 3 : Un comité indépendant est chargé de superviser et veiller au bon déroulement des élections. Sa composition et ses prérogatives sont définies dans le règlement intérieur de la FTHB.

Paragraphe 4 : Le Comité électoral supervise et contrôle les opérations de dépouillements des voix et la proclamation des résultats, conformément aux prérogatives qui lui sont dévolues en application des dispositions du règlement intérieur de la FTHB.

Paragraphe 5 : Toute personne ayant présenté sa candidature au sein d'une liste pour les élections du Bureau Fédéral pour un mandat, ne peut présenter sa candidature pour disputer les élections des bureaux des ligues pour le même mandat.

Section 3 : L'assemblée Générale Extraordinaire

Article 30 : Une assemblée générale extraordinaire peut se tenir à la demande du Bureau Fédéral ou sur une initiative écrite des deux tiers (2/3) des associations dûment affiliées à la FTHB, en vue de débattre sur les questions suivantes :

- 1 . L'amendement des statuts de la FTHB
- 2 . Retrait de la confiance au Bureau Fédéral et la convocation d'une assemblée générale élective anticipée
- 3 . La dissolution de la Fédération ou sa fusion avec une ou d'autres fédérations
- 4 . Le changement du siège de la Fédération et sa délocalisation hors des limites territoriales du gouvernorat de son lieu initial d'implantation
- 5 . Toutes les questions, d'une importance majeure, liées au bon fonctionnement des affaires et des activités du handball. Ces questions devront être adoptées et présentées par le Président de la séance au cours de l'assemblée générale extraordinaire, selon le pouvoir discrétionnaire qui lui est dévolu. Si une association est à l'origine d'une motion ou d'une proposition, elle devra être présentée par voie écrite selon une date définie, signée exclusivement par le président de l'association et contenant le cachet de l'association en question pour qu'elle puisse être recevable auprès du président de l'assemblée.

Lorsque l'assemblée générale extraordinaire est convoquée à l'initiative du Bureau Fédéral, une convocation doit être émise aux associations affiliées, quinze (15) jours au moins avant la date de sa tenue. La convocation est obligatoirement publiée sur les colonnes d'un journal national et doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée.

Article 31 : Les travaux de l'assemblée générale extraordinaire ne sont réputés valides qu'en présence de la moitié (1/2) des associations affiliées et habilitées à y assister. Toute association devra être présentée par une des personnes suivantes : son président, son vice-président, son secrétaire général, le président de la section de handball du Club lorsqu'il est omnisports.

Section 4 : l'assemblée générale élective exceptionnelle

Article 32 : L'assemblée générale élective exceptionnelle anticipée a lieu, à tout moment du mandat fédéral, dans les deux cas suivants :

- lors de l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire de retirer sa confiance au Bureau Fédéral en application de l'article 23 des présents statuts

- en cas de vacance touchant la composition du Bureau Fédéral dès qu'elle dépasse la moitié du nombre des membres

Dans l'un des deux cas, le restant des membres du Bureau Fédéral devra se contenter de gérer les affaires courantes de la Fédération et de convoquer une assemblée générale élective dans un délai ne dépassant pas deux (2) mois à partir de la survenance du cas de vacance.

Lors de cette assemblée convoquée, il sera procédé à l'approbation des rapports moral et financier relatifs à la période de gestion du Bureau Fédéral dissous. Le nouveau Bureau Fédéral, une fois élu, exercera sa mission jusqu'à la fin du mandat initial du Bureau Fédéral dissous et ne peut en cas dépasser le délai de trois (3) mois de la fin des jeux olympiques d'été qui coïncident avec la fin du mandat fédéral initial.

CHAPITRE 2 : LE BUREAU FEDERAL

Section 1 : Missions et Attributions

Article 33 : Le Bureau Fédéral est l'organe exécutif de la Fédération Tunisienne de Handball. Il est investi de tous les pouvoirs et les attributions lui permettant de gérer et d'administrer les affaires du handball, d'œuvrer à sa promotion et sa diffusion essentiellement sur le territoire Tunisien

Ses attributions, sont à titre principal et non limitatif, les suivantes :

- 1 . La gestion de la Fédération et l'administration de ses affaires, l'exécution de ses programmes en sa qualité d'unique interlocuteur chargé de traiter avec les instances internationales, les confédérations, les instances régionales et les fédérations nationales étrangères
- 2 . Œuvrer au respect de la charte internationale olympique et les règlements sportifs internationaux
- 3 . La lutte contre toutes les formes de violence, de discrimination, de fraude et l'éradication de toutes les formes de dopage et da consommation illicite des produits prohibés par les législations en vigueur
- 4 . L'élaboration des rapports financiers et comptables en prélude à l'assemblée générale pour approbation
- 5 . La mise en place de programmes destinés à accroître les ressources financières de la Fédération, l'exécution de ces programmes et leur bonne gestion
- 6 . La mise en place de projets et programmes sportifs destinés à former et à encadrer les jeunes sportifs, les dirigeants , les arbitres, les entraîneurs et les officiels dans une logique cherchant à assurer leur mise à niveau continue et à améliorer leurs capacités et niveaux techniques, administratifs et scientifiques.
- 7 . L'élaboration d'un calendrier général des manifestations et rencontres sportives
- 8 . La préparation des sélections nationales, la gestion de leurs activités en leur garantissant une assistance médicale optimale et de qualité dans les différentes catégories
- 9 . La désignation des sélectionneurs et des conseillers techniques nationaux et régionaux
- 10 . L'exercice d'un droit de regard et le contrôle des activités des Ligues sur les plans financier, administratif et technique
- 11 . La collaboration avec tous les organismes et les parties concernées en matière de lutte contre le dopage
12. Et plus généralement, le Bureau Fédéral est compétent pour traiter et statuer toutes les questions qui ne relèvent pas du champ d'intervention de l'assemblée générale. Il peut déléguer une partie de ses attributions à des Ligues Nationales ou régionales, à des commissions fédérales ou tout comité exécutif restreint, dont la création est jugée nécessaire pour la bonne administration des affaires de la Fédération

Article 34 : Le Bureau Fédéral doit, au début de son mandat et dans un délai n'excédant pas trois (3) mois, établir des contrats programmes et des contrats d'objectifs et de performance, qui sont destinés à encadrer et à gérer les activités et les programmes de préparation des sélections nationales. Les mêmes programmes et contrats doivent œuvrer pour la promotion et le développement du handball et sont établis en étroite collaboration avec la Direction Technique Nationale (DNA). Ce programme est

notifié pour information au Comité National Olympique Tunisien (CNOT) et devra être soumis, pour discussion et approbation, au Ministère chargé du Sport dans le but d'évaluer les données et les exigences humaines et financières sur lesquelles repose ce programme et les moyens pouvant être retenus pour contribuer à son financement et à son exécution

Le Bureau Fédéral, est également alloué, en étroite collaboration avec la DTN, d'établir des contrats programmes avec des associations sportives ciblées. Les contrats doivent définir les programmes de travail et les objectifs poursuivis

Article 35 : Les réunions du Bureau Fédéral sont tenues d'une manière périodique, à l'initiative d'une convocation émanant de son Président ou d'un collège des membres représentant au moins deux tiers (2/3) de la composition du Bureau. Le Règlement Intérieur fixe les formes et les procédures régissant la convocation en question.

Article 36 : Le Bureau Fédéral exerce ses attributions exécutives et réglementaires conformément aux prescriptions des présents statuts, des règlements généraux et des règlements intérieurs de la FTHB. Il détient une compétence de principe l'habilitant à traiter et trancher toutes les questions sportives non prévues par les différents textes en question et peut suivant même un mécanisme d'auto-saisine, statuer sur les cas en question suivant le pouvoir discrétionnaire qui lui est dévolu.

Le Bureau Fédéral est investi d'un pouvoir réglementaire lui permettant de prendre des décisions ou des motions qui sont nécessaires pour la bonne gestion des compétitions sportives ou pour l'adaptation des règlements sportifs avec les modifications des règles du jeu édictés par la Fédération Internationale de Handball (IHF)

Le Bureau Fédéral, peut mettre en place tout modèle de gouvernance qui est de nature à favoriser le bon fonctionnement des institutions et des structures de la Fédération à condition que le modèle en question soit conforme aux présents statuts, aux lois et aux règlements en vigueur

Section 2 : Composition du Bureau Fédéral

Article 37 : Le Bureau Fédéral est composé de douze (12) membres dont font partie obligatoirement, deux (2) femmes au moins.

Le Bureau Fédéral peut comprendre dans sa composition des membres observateurs qui ne disposent pas d'un pouvoir de vote et qui sont les suivants : le Président de la Direction Technique Nationale (DNA), le Président de la Commission Nationale d'Appel (CNA), les présidents des Ligues Nationales, le Secrétaire Général de la FTHB, le Directeur Technique National (DTN) et le Directeur Exécutif de la FTHB.

Article 38 : Les membres du Bureau Fédéral sont élus par voie de scrutin de liste pour un mandat fédéral d'une période de quatre (4) années. Le vote se fait à bulletin secret sur la base des listes valablement déposées et déclarées recevables. Chaque liste comprend un Président, un Vice-Président et le restant des membres.

Si deux listes ou plus sont déclarées recevables pour disputer les élections, la liste gagnante est celle qui recueille au premier tour la majorité simple (50% + 1 des voix)

Si aucune liste n'arrive à obtenir une majorité simple des voix, les élections doivent se refaire en présence des deux listes qui ont recueilli un plus grand nombre de voix

En cas d'égalité au nombre de voix entre deux listes ou plus, les élections doivent se refaire entre les listes qui arrivent à la première place sans la participation d'aucune autre liste. Si l'égalité persiste, il sera procédé à une nouvelle opération élective jusqu'à ce qu'il sera possible de départager les listes ex-aequo

Si une égalité survient en deuxième position entre deux listes ou plus, derrière une liste qui vient en première position sans pour autant avoir une majorité des voix, des élections doivent se refaire entre

les listes qui sont venues en deuxième position afin de les départager pour la deuxième position à pourvoir

Si une seule liste se présente et elle est déclarée recevable pour disputer les élections, elle sera considérée gagnante dès qu'elle recueille une majorité simple des voix (50% + 1 des voix).

Article 39 : Les fonctions sont réparties au sein du Bureau Fédéral comme suit :

- Le Président de la Fédération en sa qualité du président de la liste gagnante des élections
- Le Vice-Président
- Le trésorier
- Les membres

Les fonctions et responsabilités sont réparties d'une manière consensuelle entre les membres du Bureau Fédéral. En cas de désaccord ou de mésentente, un vote interne sera opéré auquel participeront tous les membres du Bureau Fédéral. Le Président veillera au bon déroulement de l'opération de vote. En cas d'égalité des voix, la voix du Président départagera la situation en question

Article 40 : Le statut de membre du Bureau Fédéral est incompatible avec toute responsabilité ou tout statut de membre au sein d'une autre Fédération sportive ou au sein de toute association sportive

Section 3 : Les conditions d'éligibilité

Article 41 : Outre les conditions supplémentaires et spécifiques propres au poste de Président de la FTHB, tout candidat au poste de membre du Bureau Fédéral doit obéir aux conditions suivantes :

- 1 . Etre de nationalité Tunisienne
- 2 . Avoir accompli 25 ans révolus à la date du dépôt de la candidature
- 3 . Etre titulaire au minimum d'un diplôme national d'Etudes « Baccalauréat » ou d'un diplôme étranger équivalent certifié et homologué par les instances administratives compétentes
- 4 . Avoir un casier judiciaire vierge et jouir de tous ses droits civiques
- 5 . Ne pas être sous le coup d'une sanction disciplinaire définitive supérieure ou égale à une (1) année de suspension d'activités sportives; de même ne pas faire l'objet d'une décision fédérale de déchéance ou d'exclusion d'une adhésion d'un Bureau Fédéral ou d'un Bureau d'une Ligue ou d'une association sportive et plus généralement ne pas être sous le coup d'un motif disciplinaire qui le rend inéligible en application des présents statuts. Il est entendu que le candidat en question reprend tous ses droits et redevient éligible lors du prochain scrutin qui suit celui au cours duquel il est privé d'y participer
- 6 . Ne pas avoir au moment du dépôt de sa candidature, un ascendant, un descendant ou un conjoint qui exerce une activité officielle en tant que joueur d'élite ou arbitre d'élite
- 7 . Disposer d'une expérience de dirigeant ou d'administrateur sportif au sens de l'article 42 des présents statuts

Article 42 :

1 . Tout candidat au poste de membre du Bureau Fédéral doit pouvoir se justifier d'une expérience en sa qualité de dirigeant ou d'administrateur conformément à l'un des cas de figure suivants :

- Avoir été membre du Bureau Fédéral de la FTHB durant une période minimale de 04 années intégrales et successives ou avoir été membre du comité directeur d'une association dûment et encore affiliée à la FTHB durant une période minimale de 04 années intégrales

OU

- Avoir été membre de bureau d'une Ligue Nationale ou Régionale durant une période minimale de 06 années intégrales

OU

- Avoir été membre d'une commission centrale de la FTHB durant une période minimale de 06 années intégrales

OU

- Avoir détenu une licence fédérale d'accompagnateur (licence dirigeant – licence médicale) et durant une période minimale de 06 années intégrales et successives

OU

- Avoir été président d'une section handball au sein d'une association omnisports durant une période minimale de 06 années intégrales et successives

2 . Aucun candidat ne peut invoquer un cumul de deux fonctions ou plus parmi les fonctions citées en paragraphe 1 ni même prétendre à un cumul de plusieurs périodes ou fonctions pour justifier l'ancienneté exigée.

Article 43 :

1 . Pour les personnes physiques membres ou ayant été membres, affiliés de la Fédération ou de ses structures, la condition d'expérience et d'ancienneté ne peut être justifié que par une attestation signée et remise par le Secrétaire Général de la FTHB. Pour les membres des bureaux directeurs des associations sportives, les accompagnateurs licenciés, et les présidents de section, une attestation d'expérience leur seront remises sur la base d'une vérification préalable qui sera faite par le Secrétaire Général de la FTHB conformément à un registre spécial tenu au secrétariat de la Fédération. Le registre contiendra toutes les données et les fiches qui se rapportent à la composition des comités directeurs des clubs et la liste de leurs dirigeants licenciés ou non auprès de la Fédération. Aucune attestation ne sera admise, si elle est fournie par le candidat sans l'approbation de la véracité de ses données et prescriptions par le Secrétaire Général de la FTHB.

2 . Dès l'entrée en vigueur des présents statuts, il est créé auprès du Secrétariat Général de la FTHB, un registre spécial destiné à consigner toutes les données anciennes et actuelles et tous les changements se rapportant à la composition des différents comités directeurs des associations sportives membres de la FTHB. Les données du registre seront tenues et mises à jour sous la responsabilité du Secrétaire Général de la Fédération qui procèdera aux vérifications d'usage et certifiera l'authenticité des données qui lui sont communiquées par les associations en question

La mise à jour des données du registre se fera au début de chaque année sportive lors des trois (3) premiers mois par le Secrétaire Général de la Fédération qui sera la seule autorité investie d'un droit de suivi et de contrôle sur la base de données relative à ce registre

Article 44 : Les joueurs et joueuses, les arbitres, les entraîneurs et les représentants Tunisiens auprès des instances sportives Internationales, continentales et régionales disposent d'un privilège d'éligibilité et sont particulièrement et exclusivement dispensés de la condition n°3 (le niveau d'études) telle que mentionnée dans l'article 41 ci-haut cité et ce lors du dépôt de leurs candidatures pour le poste de membre du Bureau Fédéral. Peut jouir de l'exonération de la condition n°3 en question :

1 . Pour les joueurs (ou les joueuses) : Le joueur ayant disputé trente (30) rencontres internationales officielles avec la sélection nationale Hommes ou vingt (20) rencontres internationales officielles avec la sélection nationale Dames ou le joueur (joueuse) qui a disputé deux jeux olympiques d'été avec la sélection nationale

2 . Pour les arbitres : le candidat doit être un ancien arbitre ayant à son actif au moins une participation aux jeux olympiques ou deux participations aux championnats du monde organisés par la Fédération Internationale de Handball quelle que soit la catégorie d'âge à laquelle il a pris part

3 . Pour les entraîneurs : le candidat doit avoir entraîné ou dirigé l'équipe nationale Tunisienne Hommes ou Dames durant au moins 4 années successives ou non successives

Il est interdit de cumuler la responsabilité de membre du Bureau Fédéral avec la fonction d'entraîneur. Le candidat entraîneur dès qu'il est élu devra s'interdire d'exercer la fonction d'entraîneur et sera durant la période du mandat, interdit d'exercer la fonction en question

4 . Pour les représentants Tunisiens auprès des instances sportives internationales, continentales et régionales :

Le candidat doit :

- être ou avoir été membre durant au moins 2 années successives auprès d'un conseil exécutif de la Fédération Internationale de Handball ou de la Confédération Africaine de Handball ou du Comité International Olympique ou du Comité National Olympique Tunisien ou de la Confédération Euro-méditerranéenne de Handball ou de l'Union Arabe de Handball ;

OU

- doit être membre ou avoir été membre durant 3 années dans un organe ou une commission appartenant aux mêmes instances en question

Le candidat, qui fait partie de l'une de ces instances suivant l'ancienneté requise, est dispensé de la condition du diplôme d'études « Baccalauréat » et sera dispensé des conditions et des restrictions d'éligibilité contenues dans les présents statuts

5 . Tout président ou ayant été président d'une association sportive affiliée à la Fédération Tunisienne de Handball, disposant d'une ancienneté minimale de six (6) années de responsabilité à ce poste. Toute liste candidate aux élections du Bureau Fédéral ne peut contenir qu'un seul président ne disposant pas d'un Baccalauréat conformément à cette condition

Article 45 : Outre les conditions générales minimales d'éligibilité requises en application des dispositions des articles 41 et 42 des présents statuts, le candidat au poste de Président de la Fédération Tunisienne de Handball devra obéir aux conditions supplémentaires suivantes :

- Etre âgé au moins de trente-cinq (35) ans lors du dépôt de sa candidature en sa qualité de tête de liste
- Disposer d'une ancienneté et d'une expérience en tant que Dirigeant ou administrateur au sein du Bureau Fédéral ou au sein d'une Ligue Nationale ou Régionale durant une période continue ou non continue de (6) années au moins ou avoir été membre d'un comité directeur d'une association sportive affiliée à la FTHB et ce, durant au moins (8) années continues ou non continues
- Ne pas cumuler la fonction de Président de la Fédération avec toute autre fonction ou mission militaire, diplomatique ou gouvernementale
- Ne pas exercer une activité professionnelle ou commerciale à titre individuel ou à travers une société, de nature à créer ou pouvant susciter de créer un conflit d'intérêts avec le statut de Président de la Fédération
- Etre résident d'une manière permanente sur le territoire Tunisien et être constamment disponible afin mener sa mission de Président d'une manière effective et régulière conformément aux lois et règlements

Section 4 : Conditions de dépôt des dossiers de candidature

Article 46 : Chaque liste candidate aux élections, doit être composée de douze (12) membres dont font partie obligatoirement, deux (2) femmes au moins. La liste doit clairement indiquer le Président et le Vice-Président retenus.

Chaque liste est libellée au nom de son Président. Aucun candidat ne peut déposer une autre candidature dans une deuxième liste.

Article 47 : Chaque liste choisira une adresse postale qui sera l'adresse officielle pour l'élection de son domicile lors du dépôt de l'ensemble des dossiers de candidature de tous ses membres. La liste devra aussi indiquer son adresse électronique officielle choisie

Chaque dossier individuel se rapportant à chaque membre candidat, doit contenir les pièces suivantes :

1 . une demande écrite de candidature, signée par le candidat et adressée au Président du comité électoral

2 . Une copie de la carte d'identité nationale

3 La copie authentique ou une copie certifiée conforme à l'original de l'attestation justifiant la condition d'expérience sportive requise

4 Une copie certifiée conforme à l'original du diplôme d'Etudes « Baccalauréat » requis ou de l'attestation d'équivalence du diplôme homologué par les instances administratives nationales compétentes

5 . Bulletin n°3 attestant le casier judiciaire vierge du candidat

6 Pour les joueurs, les entraîneurs, les arbitres et les représentants Tunisiens dans les instances sportives internationales, continentales et régionales : fournir une attestation justifiant l'application du privilège d'exonération de la condition du diplôme du Baccalauréat conformément à l'article 44 des présents statuts

La liste candidate comprenant les dossiers individuels des candidats, doit être déposée au secrétariat du comité électoral à partir de la date et des horaires mentionnés dans le texte de l'ouverture des candidatures à paraître aux journaux nationaux. Le dépôt de la liste se fera contre une décharge qui sera remise au déposant avec un exemplaire des dossiers déposés qui seront visés par le Secrétaire Général de la FTHB. La décharge devra contenir la référence et la date de la consignation du dossier. Tout candidat est habilité à annexer à tout moment, avant la clôture de réception des dossiers, tout document qu'il jugera utile à la bonne constitution de son dossier. Chaque ajout se fera au moyen d'une contre décharge remise au déposant.

Article 48 : La clôture de l'opération de dépôt des dossiers aura lieu au plus tard quinze (15) jours avant la date de la tenue de l'assemblée générale élective. L'annonce de la tenue de l'assemblée générale, insérée par voie de presse nationale, devra obligatoirement indiquer la date de clôture des candidatures.

Toutes les listes candidates doivent observer une période de silence électoral durant 03 jours avant la tenue de l'assemblée générale élective. Il est interdit, durant cette période de silence, de mener ou de continuer à mener une campagne électorale ou de le faire auprès des organes de presse audio-visuelle ou écrite ou d'organiser des réunions officielles avec les clubs électeurs ou leurs représentants. En cas de non-respect de cette obligation, le Comité Electoral est habilité à prendre toutes les mesures conservatoires utiles et de décréter des sanctions financières, proportionnellement à la nature des infractions commises

Article 49 : Il est permis durant la période de dépôt des candidatures et jusqu'à sa clôture, de substituer le dossier d'un candidat par un autre et ce, en cas d'une rétractation du candidat ou en cas d'une impossibilité manifeste à maintenir la candidature pour des considérations légales ou personnelles.

Néanmoins et hormis les cas de décès ou d'une incapacité physique totale attestée par un certificat médical, la substitution d'un candidat par un autre dans le délai autorisé de substitution, doit être opérée au moyen d'un écrit officiel dûment signé et légalisé portant une renonciation claire et irrévocabile du premier candidat qui devrait déclarer sa rétractation ou sa démission de la liste à laquelle il a adhéré

Article 50 : Tout candidat qui se retire d'une liste, déjà déposée auprès du secrétariat du Comité Electoral, ne peut en aucun cas présenter une nouvelle candidature auprès d'une liste concurrente, même si les délais de dépôt des candidatures n'ont pas encore été épousés

Article 51 : Dès l'expiration du délai de dépôt des candidatures, le Comité Electoral se charge d'examiner les dossiers et statue sur leur recevabilité. Le Comité Electoral doit rendre une décision motivée, en cas de recevabilité ou d'irrecevabilité de chaque liste. La décision de valider ou d'invalider une liste devra être rendue au plus tard trois (3) jours avant la tenue de l'assemblée générale élective du Bureau Fédéral.

Le secrétariat du Comité Electoral doit notifier à chaque liste candidate, toutes les décisions liées à la validation ou l'invalidation de toutes les listes, à leurs adresses postales et/ou électroniques choisies.

Article 52 : Chaque Président d'une liste invalidée, peut interjeter un recours en annulation de la décision en question au moyen d'un pourvoi auprès de la Commission Nationale de l'Arbitrage Sportif (CNAS). Le pourvoi se fera suivant les procédures contenues dans le règlement arbitral de l'institution en question.

De même, tout Président d'une liste concurrente peut, suivant la même procédure de pourvoi, contester la décision de validation d'une liste concurrente.

Article 53 : Toutes les conditions et les restrictions électorales prévues dans les présents statuts sont opposables à tous les candidats dès l'approbation de ses statuts par l'assemblée générale et leur entrée en vigueur

Section 5 : Le Président de la Fédération

Article 54 : Le Président de la Fédération est le représentant légal de la Fédération auprès des pouvoirs publics, des instances judiciaires et juridictionnelles, des structures sportives nationales, des instances sportives régionales, continentales et internationales. Il est aussi le porte-parole de la Fédération.

Il est investi aussi des missions principales suivantes :

1 . Présider les travaux du Bureau Fédéral, de toute assemblée générale à l'exception de l'assemblée générale élective.

2 . Veiller à renforcer l'application des décisions de l'assemblée générale et du Bureau Fédéral

3 . Ordonner les dépenses et co-signer avec le trésorier, tous les documents et les effets qui engageraient financièrement la Fédération

Article 55 : A l'exception de la signature des correspondances officielles adressées aux structures sportives nationales, régionales, continentales et internationales qui relève d'un domaine de compétence qui lui est réservé, le Président de la Fédération peut déléguer une partie de ses prérogatives à son Vice-Président ou à l'un des membres du Bureau Fédéral.

En cas d'absence du Président ou s'il est dans une situation d'incapacité temporaire l'empêchant de mener ses missions ou s'il manque sans juste cause à exercer ses attributions, il peut être temporairement substitué par le Premier Vice-Président

Section 6 : la perte de qualité de membre et les cas de vacance au Bureau Fédéral

Article 56 : Jouit de la qualité de membre fédéral, tout candidat élu par l'assemblée générale.

Perd l'admission au sein du Bureau Fédéral :

1 - Tout membre ayant présenté une démission au Bureau Fédéral au moyen d'un écrit dûment signé, légalisé et portant une date certaine. La démission emportera ses effets dès qu'elle est acceptée par le Bureau Fédéral

2 - Tout membre qui a conservé son adhésion au sein d'une Ligue ou une association sportive en méconnaissance des dispositions des présents règlements

3 - Tout membre qui a été frappé de déchéance de ses droits civiques et politiques suite à une peine pénale écopée durant le mandat fédéral

4 - Tout membre qui commet une faute grave susceptible de le mettre sous le coup d'une sanction d'une radiation définitive conformément aux règlements de la Fédération ou tout membre suspendu d'activités de la part de l'IHF ou de la CAHB

5 - Tout membre qui s'absente, sans juste motif, des réunions du Bureau Fédéral 3 fois successivement ou 6 fois d'une non continues durant la même saison sportive. Le Bureau Fédéral doit convoquer le membre défaillant dès qu'il consomme la limite de ses absences tolérées afin de connaître ses motifs. Si le membre en question persiste à ne pas répondre à la convocation, il peut être mis à ses fonctions et une déchéance de son admission devra être prononcée par le Bureau Fédéral à la majorité simple de ses membres présents

Article 57 : Un membre fédéral lorsqu'il présente sa démission ne peut en aucun cas se rétracter plus tard ni renoncer unilatéralement aux effets de la démission valablement présentée. Néanmoins, le Bureau Fédéral dispose d'un pouvoir discrétionnaire lui permettant d'examiner la démission et de la refuser ou de l'accepter. Le Bureau Fédéral devra se prononcer à propos de la démission dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours à partir de la présentation de la démission. Si ce délai est écoulé et à défaut d'une décision expresse rendue par le Bureau Fédéral, la démission est considérée acceptée et produira pleinement ses effets.

Article 58 : En cas d'acceptation de la démission d'un membre fédéral, il ne sera en aucun cas possible de le remplacer par un autre nouveau membre durant la période du mandat électoral

Article 59 :

Les cas de vacance au sein du Bureau Fédéral résultent des faits suivants :

- 1 - Le décès ou l'incapacité physique
- 2 - Le changement de résidence hors du territoire Tunisien ou l'absence notoire pour déplacements récurrents et longs à l'étranger
- 3 La poursuite d'une mission gouvernementale ou militaire permanente
- 4 - La perte des droits civiques
- 5 - La démission acceptée en vertu des présents statuts
- 6 - La prise d'une décision fédérale de mettre fin aux fonctions d'un membre fédéral pour des motifs disciplinaires

Article 60 : Si les cas de vacance n'atteignent pas la moitié des membres, le Bureau Fédéral continuera ses activités d'une manière régulière. Le Bureau Fédéral procèdera à la répartition des postes vacants entre les membres actifs. La répartition se fera d'une manière consensuelle ; à défaut un vote secret départagera les membres.

Si le cas de vacance affecte le poste du Président, la présidence sera automatiquement attribuée au premier Vice-Président. En cas d'impossibilité, c'est le deuxième Vice-Président qui devra reprendre la présidence. En cas d'impossibilité, une élection interne sera organisée entre les membres afin de d'élire le nouveau Président. Dans ce cas, le Bureau Fédéral attribuera les postes de premier et deuxième Vice-Président. En cas d'impossibilité, une élection interne se fera entre membres pour attribuer les deux postes en question

Si les cas de vacance dépassent la moitié des membres, une assemblée générale élective anticipée se tiendra conformément aux présents statuts

CHAPITRE 3 : LES INSTANCES DE GESTION

Section 1 : LE CONSEIL FEDERAL ET LE COMITE EXECUTIF

Article 61 :

Paragraphe 1 : Il a été institué, conformément aux présents statuts, un Conseil Fédéral chargé d'assurer le suivi des décisions adoptées par les assemblées générales de la Fédération et d'évaluer d'une manière périodique la marche des activités des structures fédérales. Le Conseil Fédéral exerce ses attributions durant la période du mandat du Bureau Fédéral et prend fin à l'expiration de celle-ci. Il se compose des membres du Bureau Fédéral, des Présidents des Ligues Nationales et Régionales et des représentants élus des associations affiliées à la Fédération. Le Conseil Fédéral, tient ses travaux, deux (2) fois par an, sur convocation et sous la responsabilité directe du Président du Bureau Fédéral.

Paragraphe 2 : Dans un délai n'excédant pas deux (2) mois du début du mandat du Bureau Fédéral, il est procédé, sous la supervision du Bureau Fédéral, aux élections des représentants des associations sportives parmi les présidents des associations dûment affiliées à la FTHB. Les représentants sont au nombre de quatre (4) et sont répartis comme suit : un (1) représentant des associations masculines de la division nationale (A), un (1) représentant des associations masculines de la division nationale (B) et un autre représentant de la division d'honneur, un (1) représentant des associations féminines de la division nationale (A), un (1) représentant des associations féminines de la division nationale (B)

Paragraphe 3 : Les associations, lorsqu'elles sont élues, disposent d'un statut de membre au sein du Conseil Fédéral. En cas d'un changement touchant le poste de la présidence de l'association élue, le nouveau président de l'association remplacera l'ancien et le subrogera dans ses droits. Si après son élection, une association perd son admission pour un motif parmi ceux cités dans les articles 12 et 13 des présents statuts, le Bureau Fédéral ordonnera la tenue d'une nouvelle élection pour désigner à sa place une nouvelle association.

Paragraphe 4 : A titre exceptionnel, il sera procédé dans un délai qui ne doit pas dépasser un (1) mois à partir de la promulgation des présents statuts, aux élections des représentants des associations membres du Conseil Fédéral. Ce dernier exercera ses attributions jusqu'à l'expiration du mandat fédéral 2016-2020.

Article 61 (bis) :

Paragraphe 1 : Il a été institué, conformément aux présents statuts, un Conseil Technique Consultatif comprenant les membres de la Direction Technique Nationale et les directeurs techniques, les entraîneurs licenciés ou non licenciés auprès de la FTHB. Le Conseil tiendra ses travaux une fois au moins par an ou plus sur invitation du directeur technique national afin de discuter et de débattre de toutes les questions techniques et sportives inhérentes à la bonne marche des activités techniques et sportives de la Fédération.

Paragraphe 2 : Les travaux et les recommandations du Conseil Technique Consultatif seront transmises au Bureau Fédéral qui devra déployer toute la diligence requise afin de les mettre en œuvre en parfaite concertation avec la Direction Technique Nationale.

Article 62 : Un Comité Exécutif est créé en vertu d'une délégation du Bureau Fédéral et sous son autorité afin d'assurer le suivi des décisions du Bureau Fédéral et la gestion des affaires quotidiennes et ordinaires de la Fédération dans ses différentes aspects.

Le Comité Exécutif se compose de 5 membres fédéraux et peut faire appel dans ses travaux au Secrétaire Général de la FTHB, au Directeur Technique National, au Directeur Exécutif de la FTHB et au Directeur National de l'Arbitrage

Le Bureau Fédéral peut également renforcer la composition du Comité Exécutif par toute personne jugée utile pour la bonne marche de ses activités

Le Comité Exécutif exerce sa mission pour une durée d'une année à partir de la nomination de ses membres. Le Bureau Fédéral est seul habilité à lui renouveler sa mission et à maintenir ou changer sa composition durant l'année qui suit. Les travaux du Comité Exécutif sont consignés dans registre coté et paraphé qui est détenu par le Secrétaire Général de la FTHB et sous sa responsabilité conformément aux règlements intérieurs en vigueur de la FTHB

Article 63 :

Si un membre du Comité Exécutif est dans l'impossibilité ou dans l'incapacité d'exercer sa mission, le Bureau Fédéral peut prendre toutes les mesures afin de parer à tout blocage pouvant entraver le bon fonctionnement du Comité Exécutif et notamment en procédant à toute modification utile de sa composition

Section 2 : La Direction Technique Nationale

Article 64 : Est créé au sein des structures de la Fédération, une Direction Technique Nationale (DTN) chargée de mettre en œuvre toutes les mesures et les actions susceptibles d'assurer la promotion et le développement des programmes et des activités des sélections nationales régionales et nationales, de fixer le budget alloué aux sélections en question et de veiller à leur bonne exécution

La DTN est présidée par un Directeur Technique National, qui est nommé par le Bureau Fédéral en étroite collaboration avec le Ministère chargé des Sports

Article 65 : Le Directeur Technique National soumettra au Bureau Fédéral, au début de chaque saison sportive, un programme d'activités et d'action, détaillé. Il doit aussi élaborer un rapport trimestriel sur le fonctionnement de son unité administrative ponctué par un rapport annuel de synthèse lors de la fin de chaque saison sportive. Tous ces rapports doivent être soumis au Bureau Fédéral et transmis au Ministère chargé des Sports

Article 66 : La DTN comprend des instances techniques consultatives nationales et régionales, des centres de formation, des académies spécialisées dédiées à la formation des jeunes qui poursuivent leurs activités conformément à un cahier des charges conçu et approuvé par le Bureau Fédéral

La DTN veille au suivi des activités de ces instances sur les plans national et régional et d'élaborer des rapports d'activités qui seront soumis au Bureau Fédéral

Section 3 : Le Secrétariat Général

Article 67 : Le Secrétariat Général est l'instance administrative de la Fédération, gérée par un Secrétaire Général permanent qui est recruté par le Bureau Fédéral en étroite collaboration avec le Ministère chargé des Sports, parmi les diplômés titulaires d'un haut diplôme en management du sport ou tout diplôme équivalent. Le Secrétaire Général ne doit en aucun cas être membre au sein d'une commission fédérale, d'une Ligue ou tout autre structure sportive.

Article 68 : le Secrétaire Général est investi des missions principales suivantes :

- 1 - Assister aux travaux des réunions du Bureau Fédéral, Consigner ses travaux dans des procès-verbaux et veiller au suivi de l'exécution de ses décisions
- 2 - Gérer l'administration, les fonctionnaires et les agents de la Fédération et des Ligues
- 3 - Gérer le bureau d'ordre de la Fédération et la cellule de documentation et des archives

Le Secrétaire Général est assisté dans l'exercice de ses missions par des cadres et des agents conformément à un organigramme approuvé par le Bureau Fédéral. Le domaine d'intervention et les attributions du Secrétaire Général sont définis dans le règlement intérieur de la FTHB

Section 4 : La gestion financière et comptable

Article 69 : L'administration financière est l'instance financière de la Fédération. Elle est gérée par un financier, recruté par le Bureau Fédéral, parmi les titulaires d'un haut diplôme en gestion financière ou comptable.

Article 70 : Le financier exerce à titre principal, les missions suivantes :

- Elaboration du budget alloué au fonctionnement de la Fédération et des Ligues et sa soumission au Bureau Fédéral pour approbation
- Assister la Direction Technique Nationale et les différentes commissions fédérales dans le cadre de la détermination de leur budget de fonctionnement ainsi que l'exécution du budget en question
- La gestion des fonds de la Fédération conformément au budget arrêté et approuvé
- Veiller au recouvrement et à la collecte des ressources financières et des fonds de la Fédération et la tenue de toutes les pièces comptables liées principalement aux dépenses
- Tenir la comptabilité financière de la Fédération conformément aux règles et normes comptables en vigueur ; Elaborer des rapports périodiques qui seront soumis au Ministère chargé des Sports

Section 5 : La Direction Nationale de l'Arbitrage

Article 71 : Est institué un organe permanent dénommé « La Direction Nationale de l'Arbitrage » (DNA) investi principalement des missions de désigner les arbitres pour officier les rencontres et les manifestations officielles et amicales, de veiller à la promotion du secteur de l'arbitrage dans le domaine du handball, de mettre en place des programmes d'activités, de formation, de suivi et de recyclage ; De même, la Direction Nationale d'Arbitrage est chargée de fixer le budget qui doit être alloué pour la bonne exécution de ses missions et veille à au suivi de son exécution

Article 72 : La Direction Nationale d'Arbitrage est présidée par un Directeur National de l'Arbitrage qui est désigné par le Bureau Fédéral parmi les compétences nationales sportives ou parmi les anciens arbitres internationaux. Si le candidat désigné au poste, est un arbitre international, il devra au moment de la prise de ses fonctions mettre fin à sa carrière d'arbitre.

Article 73 : Les procédures régissant la composition, le fonctionnement de la Direction Nationale d'Arbitrage et de ses instances, sont fixées dans le règlement intérieur régissant le statut des arbitres et de la Direction Nationale d'Arbitrage

Section 6 : Les Commissions Fédérales

Article 74 : Des Commissions Fédérales peuvent être instituées au sein de la Fédération, chargées d'assister le Bureau Fédéral dans l'exercice de ses missions. Les Commissions sont présidées par les membres du Bureau Fédéral, sous réserve des dérogations prévues dans le règlement intérieur de la FTHB. Ce dernier fixe et détermine le nombre, la composition, la durée d'exercice et les attributions des Commissions Fédérales.

Article 75 : Le Bureau Fédéral peut créer une Ligue ou des Ligues, à l'échelle nationale et/ou régionale, en lui déléguant une partie de ses attributions conformément aux présents statuts

Article 76 : La Ligue veille à assister le Bureau Fédéral dans la réalisation de ses objectifs liés à titre principal à l'exécution des programmes de développement, l'encadrement des sélections régionales et la gestion de certaines compétitions et manifestations à l'échelle nationale et régionale.

La Ligue opère dans son domaine territorial et technique d'intervention qui est fixé dans la décision emportant sa création

CHAPITRE 4 : LES INSTANCES JURIDICTIONNELLES

SECTION 1 : définition – composition - attributions

Article 77 : Les instances juridictionnelles de la Fédération Tunisienne de Handball sont les suivantes :

1 . Les instances investies d'une compétence d'attribution et de principe statuant en premier ressort :

- La Commission Centrale de Discipline de la FTHB, les Ligues nationales et les ligues régionales qui sont compétentes pour examiner et statuer sur les questions et les cas disciplinaires conformément aux règlements généraux et intérieurs de la Fédération
- La Commission Centrale de Résolution des Litiges, titulaire d'une compétence exclusive et de principe pour instruire les cas et les recours en matière des conflits et des réclamations formés conformément aux règlements généraux et intérieurs de la Fédération et pour instruire les réserves et les évocations pour les rencontres sportives relevant de son champ d'intervention
- Les Ligues Nationales et les Ligues régionales qui sont compétentes pour instruire les réserves et les évocations pour les rencontres sportives relevant de leurs champs d'intervention
- La Commission Centrale de Qualification et des Licences, compétente pour examiner et statuer sur les cas de qualification et des demandes d'attribution de licences

2 – L'instance investie d'un pouvoir de principe de statuer en appel : la Commission Nationale d'Appel (CNA) qui exerce ses attributions en sa qualité d'organe juridictionnel indépendant du Bureau Fédéral et de ses membres. Elle est chargée d'examiner et de statuer sur tout pourvoi en appel formé à l'encontre de toute décision pouvant être rendue par une instance juridictionnelle de première instance (les Commissions Fédérales, Les Ligues nationales et régionales)

3 – Le Bureau Fédéral qui exerce une compétence juridictionnelle exceptionnelle en rendant des décisions en premier et dernier ressort conformément aux cas exceptionnels prévus dans les règlements généraux de la Fédération

Article 78 : Les instances juridictionnelles exercent leurs attributions, dans les limites de leurs champs d'intervention et de compétence, pour des questions liées à :

- Toute transgression des lois, des statuts et des règlements sportifs de la FTHB
- Les cas disciplinaires liés aux rencontres sportives et les cas de manquement aux règles de bonne conduite et à la charte sportive
- Les litiges et les conflits qui surviennent entre les personnes morales et physiques liées directement ou indirectement à la Fédération, ses affiliés et plus généralement toute personne pouvant être sous la responsabilité sportive de la Fédération
- Les cas de dopage suivant les procédures prévues dans les règlements généraux de la FTHB

Article 79 : Les instances juridictionnelles exercent ses attributions conformément aux règles de procédure fixées dans les règlements généraux et intérieurs de la Fédération. Les textes en question déterminent les modes de saisine des différentes instances en question, les procédures d'examen et d'instruction des dossiers, les modalités de prise des décisions, les délais de décision et le régime de notification des décisions

Article 80 : Est institué au sein de la Fédération une Commission Centrale de Résolution des Litiges, investie des attributions l'habilitant à examiner et à statuer sur les litiges pouvant survenir entre les associations, entre les associations et les entraîneurs, les joueurs, dirigeants, entre les affiliés de la Fédération, entre toute personne parmi celles qui ont été citées avec la Fédération et ses instances sportives. La Commission est présidée par une personnalité sportive dotée d'une formation juridique incontestée et reconnue en droit du sport. Cette personne peut être issue du Bureau Fédéral ou hors du Bureau Fédéral

Article 81 : La Fédération exerce son pouvoir disciplinaire à l'encontre de ses affiliés (associations, joueurs, arbitres, dirigeants, entraîneurs, officiels ...) et plus généralement à l'encontre de toute personne qui lui est liée par les statuts et les règlements, par le biais principalement d'une commission dénommée « Commission Centrale de Discipline ». La Commission est présidée par une personnalité sportive dotée d'une formation juridique incontestée. Cette personne peut être issue du Bureau Fédéral ou hors du Bureau Fédéral

Article 82 : La Commission Nationale d'Appel est compétente pour examiner et trancher les recours en appel formés, par ce qui est de droit, à l'encontre des décisions rendues en première instance par les Commissions Fédérales et les Ligues Nationales et Régionales. La Commission exerce ses attributions, en parfaite indépendance et rend des décisions définitives qui doivent faire l'objet d'une procédure d'exequatur par le Bureau Fédéral. Elle est présidée par une personnalité dont les compétences en droit du sport sont reconnues. Le Président et les membres sont nommés par le Bureau Fédéral au début du mandat, pour une durée de quatre (4) années. Leur nomination doit obéir à des critères de compétence et de neutralité dans le domaine du droit du sport.

Toutes les questions inhérentes aux modes de saisine de la Commission Nationale d'Appel, les procédures d'examen et d'instruction des dossiers, les modalités de prise de ses décisions, les délais de décision et le régime de notification de ses décisions sont prévues dans les règlements généraux et intérieurs de la Fédération.

Section 2 : des droits et des obligations des justiciables

Article 83 : Les travaux et les décisions des instances juridictionnelles de la FTHB doivent respecter les droits de défense et le cas échéant le principe du contradictoire, en habilitant toute personne concernée par une procédure engagée d'assister ou d'intervenir au dossier et d'être même assisté par un représentant légal conformément aux règlements généraux et intérieurs de la Fédération

Article 84 : Conformément aux statuts de la Fédération Internationale de Handball et l'obligation d'adapter les présents statuts aux prescriptions statutaires internationales de la Fédération Internationale de Handball et aux prescriptions de la Charte Olympique Internationale, il est interdit à la Fédération Tunisienne de Handball, ses membres, ses affiliés et plus généralement toute personne physique ou morale qui lui est liée, de soumettre leurs litiges ou conflits aux tribunaux de droit commun ou aux juridictions Etatiques, sauf si les statuts et les règlements de la Fédération Internationale de Handball (IHF) contiennent une autorisation expresse de recourir aux juridictions de droit commun.

Les décisions de la Commission Nationale d'Appel, rendues dans les litiges sportifs, sont toutes susceptibles de pourvoi auprès du Comité National de l'Arbitrage Sportif (CNAS) relevant du Comité National Olympique Tunisien dans les conditions prévues par le règlement arbitral de l'institution en question. Cette compétence attribuée au CNAS est lui est conférée conformément à une clause d'arbitrage approuvée par l'assemblée générale.

Il est institué une chambre de résolution des litiges du Handball auprès du CNAS. Elle est composée de membres élus par l'assemblée générale des clubs affiliés à la Fédération et comprend les membres du Conseil d'arbitrage et d'arbitres choisis et élus parmi ceux qui font partie de la liste des arbitres du Tribunal arbitral. La chambre de résolution des litiges du Handball statuera sur les cas lui revenant de droit, en application du règlement arbitral sportif en vigueur

La Fédération s'engage à appliquer et à donner une suite favorable à toute sentence valablement rendue et libellée par la chambre spécialisée du Tribunal du Sport, dès qu'elle est officiellement notifiée de la sentence arbitrale.

TITRE 4 : RESSOURCES FINANCIERES ET TENUE DE LA COMPTABILITE

CHAPITRE 1 : RESSOURCES FINANCIERES

Article 85 : les ressources de la Fédération proviennent essentiellement :

- des revenus générés par les biens dont elle est propriétaire
- des cotisations annuelles perçues auprès de ses membres
- des revenus et avantages accordés par les sponsors
- des revenus directs et indirects pour l'organisation des rencontres sportives
- des prix et incitations perçus dans le cadre des participations des sélections nationales dans des compétitions internationales ou continentales ou régionales
- des droits et revenus générés par les accords publicitaires et événementiels
- des droits perçus pour vente de licences, imprimés et revues
- Les sommes perçues à titre de règlement de pénalités ou sanctions financières
- des revenus des ventes de produits, de services ou de prestations fournies
- de l'aide des pouvoirs publics et des entreprises publiques
- des donations et dons légalement accordés suivant les règlements en vigueur
- des subventions éventuelles ;
- des dons manuels et toute autre ressource qui ne soit pas contraire aux lois en vigueur .

Et plus généralement, des revenus, avantages et incitations réalisés par la Fédération à l'occasion de l'exercice direct ou indirect des activités relevant de son champ d'intervention

CAHPITRE 2 : TENUE ET CONTROLE DE LA COMPTABILITE

Article 86 : La Fédération doit obligatoirement assurer la tenue de sa comptabilité et de ses écritures conformément à la législation comptable en vigueur en se référant notamment à la norme comptable 40 applicable aux associations sportives

Article 87 : La Fédération est dans l'obligation de conserver durant une période au moins de dix (10) ans, tous les registres, les documents et les écritures comptables ainsi que toutes les pièces justificatives qui s'y rapportent

Article 88 : Tous les versements et les acomptes, provenant de l'Etat, dans le cadre des contrats programmes et des contrats d'objectifs et de performance dûment signés, feront l'objet d'un contrôle et d'un suivi de la part du Ministère chargé des Sports au moyen de rapports d'évaluation et de suivi et de documents justificatifs. Tout nouvel acompte ne peut être libéré au profit de la Fédération que s'il est établi que les anciens acomptes et versements ont été alloués et dépensés dans les limites de l'objet des contrats programmes en question

Article 89 : Il est institué auprès de la Fédération, au début du mandat fédéral, un comité interne d'audit chargé de contrôler les modes de gestion des finances de la Fédération et de procéder à leur audit. Le comité en question peut aussi présenter un rapport pour évaluer l'efficience des mécanismes de contrôle interne qui sont appliqués par la Fédération.

Cette commission est présidée par une personnalité sportive, dont les compétences sportives sont incontestées et reconnues. Elle est proposée par le Bureau Fédéral et élue par l'assemblée générale.

Ne peut cumuler cette fonction, les personnes suivantes : le Président de la Fédération, son trésorier, l'administrateur financier de la Fédération

L'assemblée générale peut à tout moment du mandat fédéral, procéder à la substitution du Président du comité d'audit interne pour des raisons justifiées

Le Comité d'Audit Interne élaborera un rapport semestriel portant sur les bonnes procédures de gouvernance et de gestion comptable et financière à mettre en place et émettre des recommandations relatives au bon fonctionnement institutionnel de la Fédération. Les rapports seront soumis au Bureau Fédéral. Des copies des rapports seront transmises, pour information, au Comité National Olympique Tunisien et au Ministère chargé des Sports. De même, les rapports doivent être présentées, annuellement, à l'assemblée générale.

TITRE 5 : COORDINATION AVEC LES MINISTERE DES SPORTS

Article 90 : la FTHB agira en étroite collaboration avec le Ministère chargé des Sports dans les domaines suivants :

- 1 - Nomination du Directeur National Technique et le Secrétaire Général Permanent
- 2 - Examen et approbation de l'exercice administratif et financier lié à la gestion des redevances accordées à la Fédération
- 3 - Examen des rapports financiers trimestriels et annuels de la Fédération
- 4 - Examen du rapport du Comité d'Audit Interne de la Fédération

5 - Coordination conjointe et préalable avant tout engagement à organiser une manifestation sportive internationale, continentale, régionale ou Olympique en Tunisie

6 - Coordination conjointe et préalable avant tout engagement à participer une manifestation sportive internationale, continentale, régionale ou Olympique en Tunisie

TITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 91 : Les dispositions des règlements généraux et des règlements intérieurs de la Fédération revêtent un caractère supplétif, complémentaire et servent de support d'interprétation aux règles contenues dans les présents statuts

Les règlements généraux et intérieurs ne peuvent en aucun cas, dans leur teneur ou portée, être contraires aux prescriptions des présents statuts ni même les modifier

TITRE 7 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 93 : Les présents statuts abrogent et remplacent toutes les prescriptions des anciens statuts et entrent en vigueur dès leur approbation par l'assemblée générale extraordinaire. Toutes les prescriptions, les conditions et les restrictions contenues dans les présents statuts s'appliquent et s'apprécient pour la première fois à partir de la date de leur entrée en vigueur et sont opposables, dès lors, à toutes les personnes, les structures sportives, les pouvoirs publics sans aucun effet rétroactif à leur égard.

Une copie du procès-verbal portant approbation des présents statuts sera transmise, avec les statuts, au Comité National Olympique Tunisien et au Ministère chargé des Sports.

A titre exceptionnel, le mandat du présent Bureau Fédéral, se poursuivra jusqu'à la fin des Jeux Olympiques d'été 2020 et dans un délai ne dépassant pas 31 décembre 2020.

Article 94 : Les présents statuts ont été approuvés par l'assemblée générale extraordinaire tenue le **13 avril 2018** à Nabeul. Toutes les associations valablement affiliées auprès de la FTHB, sont présumées en parfaite connaissance des prescriptions et des amendements statutaires dès leur approbation. Les présents statuts sont parfaitement opposables aux structures sportives nationales et internationales, aux associations et membres de la Fédération Tunisienne de Handball

العنوان الأول: أحكام عامة

الفصل 1 : تمت صياغة هذا القانون الأساسي تطبيقا للتشريع الوطني المتمثل بالأساس في مقتضيات القانون الأساسي عدد 11 المؤرخ في 06 فيفري 1995 المتعلق بتنظيم الهياكل الرياضية و جميع النصوص القانونية و التربوية اللاحقة له و تطبيقا للتشريع الرياضي الدولي و القاري المتمثل بالأساس في الانظمة الأساسية و النصوص القانونية للجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الأفريقي لكرة اليد و تطبيقا للتشريع الأولي الدولي و الوطني.

الفصل 2 : الجامعة التونسية لكرة اليد هي جمعية رياضية ذات مصلحة عامة تم تأسيسها رسميا بتاريخ 09 ديسمبر 1960 و هي منضوية تحت لواء الجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الأفريقي لكرة اليد و منخرطة لديهما على الصعيدين الدولي و القاري كما أنها منخرطة لدى اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية على الصعيد الوطني و خاضعة لسلطة و رقابة الوزارة المكلفة بشؤون الشباب و الرياضة تطبيقا للنصوص الوطنية المنظمة للقطاع الرياضي و لمقتضيات القانون الأساسي عدد 11 المؤرخ في 06 فيفري 1995 المتعلق بالهيكل الرياضية و جميع النصوص القانونية و التربوية اللاحقة به و بصفة خاصة القانون الأساسي عدد 49 المؤرخ في 24 جويلية 2006 تخضع الجامعة التونسية لكرة اليد في أهدافها وتكوينها وتسويتها للتشريع الجاري به العمل المتعلق بالجمعيات وجميع القوانين المنظمة للنشاط الرياضي بالجمهورية التونسية ولللوائح الصادرة عن الهياكل الرياضية الدولية ولهذا القانون الأساسي و مقتضيات الترتيب العام و مقتضيات النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 3 :

1. الجامعة التونسية لكرة اليد هي الهيكل الرياضي الوحيد على الصعيد الوطني الذي يملك كامل الصالحيات لتسهيل شؤون لعبة كرة اليد التونسية بختلف اختصاصاتها و اشكالها و لها حصريا صالحيات تطويرها في علاقتها مع السلط العمومية و الوزارة المكلفة بالشباب و الرياضة و اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية و جميع المتداخلين في سير نشاط اللعبة.

2. الجامعة التونسية لكرة اليد هي الهيكل الرياضي الوحيد المؤهل من الناحية القانونية لتمثيل مصالح و صورة كرة اليد التونسية لدى الجامعة الدولية لكرة اليد و الاتحاد الأفريقي لكرة اليد و جميع الاتحادات القارية و الجامعات الرياضية الأجنبية لكرة اليد و الاتحاد العربي لكرة اليد و الكنفدرالية المتوسطية لكرة اليد و بصفة عامة جميع الهيئات الرياضية العالمية و القارية و الإقليمية المختصة المستحدثة و التي يمكن استحداثها في تسهيل شؤون لعبة كرة اليد.

3. تلتزم الجامعة التونسية لكرة اليد بالتمسك بالميثاق الأولي كما تلتزم بعدم ممارسة اي نشاط سياسي او اي مهمة من شأنها الترويج لافكار او مبادئ سياسية او عقائدية معينة و تلتزم الجامعة بممارسة صالحياتها ومهامها في نطاق الاستقلالية التامة وبعيدا عن كل الضغوطات السياسية و عن تدخل الهيئات السياسية و السلطة الحكومية او العمومية في سير نشاطها الرياضي طبقا للقوانين الأساسية و الرياضية الخاضعة لها.

4. تسهر الجامعة على تطوير رياضة كرة اليد ونشرها في إطار صلاحياتها العامة والخاصة المقررة قانوناً وحسب القواعد الفنية والتنظيمية المحددة من قبل الجامعة الدولية لكرة اليد.

5. الاسم و الشعار و جميع الوسائل التعريفية المرتبطة بما هي على ملك الجامعة التونسية لكرة اليد التي لها صلاحيات حماية ملكيتها الفكرية بجميع الوسائل القانونية النافذة و يقع تسجيلها بالمعهد الوطني للمواصفات والملكية الصناعية طبقاً للقانون

الفصل 4 : تضم الجامعة الجمعيات الرياضية المنخرطة لديها والتي يكون هدفها تكوين الشباب و الرياضيين وتأطيرهم وتنمية قدراتهم البدنية والفنية والرقي بهم إلى أرفع المستويات الرياضية والأخلاقية عبر ممارسة رياضة كرة اليد.

الفصل 5 : مدة نشاط الجامعة غير محددة.

الفصل 6 : مقر الجامعة التونسية لكرة اليد المركزي كائن بولاية تونس في الجمهورية التونسية ويمكن للجلسة العامة الخارقة للعادة التصويت على نقل المقر خارج الحدود الترابية المذكورة بقرار متخذ على الأقل من ثلثي (3\2) الأندية الأعضاء و يتبعن على الجامعة التونسية لكرة اليد في صورة اتخاذ قرار فيدرالي في تغيير مقرها، اعلام السلط العمومية المختصة و مباشرة التدابير القانونية والإدارية الملائمة لديهم بما في ذلك وزارة الداخلية، الوزارة المكلفة بشؤون الشباب و الرياضية و الولاية المعنية ترانيا باحتضان المقر الجديد للجامعة.

الفصل 7 : تباشر الجامعة التونسية لكرة اليد نشاطها الرياضي بداية من أول شهر جويلية من كل سنةمدنية وينتهي نشاطها الرياضي في موعد شهر جوان بعد انقضاء فترة اثنى عشر (12) شهر (موسم رياضي كامل).

الفصل 8: تلتزم الجامعة في تأسيسها وفي تنقيح نظامها الأساسي وفي التغييرات الطارئة على تركيبة هيئتها المديرية بالأحكام والإجراءات المنصوص عليها صلب النظام الأساسي للجامعة الدولية لكرة اليد و بالتشريع المنظم للجمعيات وبنظامها الأساسي كما يتبعن عليها الحرص على ضمان تحفيز و ملائمة مقتضيات هذا القانون الأساسي و جميع نصوصها الداخلية و الرياضية مع انتظام و نصوص الجامعة الدولية لكرة اليد.

الفصل 9 : تمارس الجامعة التونسية لكرة اليد كامل صلاحياتها الرامية بالأساس و بصفة غير حصرية إلى :

1. تنظيم ممارسة رياضة كرة اليد وتطويرها وتنميتها، وتحقيق مصالحها وإدارة شؤونها ومراقبتها بكل تراب الجمهورية وذلك في إطار الترتيب الجاري بها العمل.

2. تطوير و توطيد العلاقات مع الهيئات الرياضية الدولية و القارية و الإقليمية و الوطنية و جميع السلط العمومية المتداخلة في الشأن الرياضي

3 احترام الرزنامة الدولية و القارية للتظاهرات الرياضية المضبوطة مسبقاً من طرف الاتحاد الدولي لكرة اليد و الاتحاد الأفريقي لكرة اليد في تحديد مواعيد المسابقات الرياضية و ملائمة رزنامة المسابقات الوطنية مع تلك المواعيد

- 4** تنظيم المسابقات الرياضية الجهوية والوطنية والدولية ومراقبتها وإسناد الجوائز والألقاب في إطار القوانين المنظمة للعبة و مباشرة جميع الصالحيات المستوجبة في نطاق تنظيم مختلف تلك المسابقات من اعداد كراسات الشروط وإرساء القوانين الرياضية الخاصة بتلك المسابقات و تنظيم العمل الدعائي والإعلامي لتنظيم و تنمية تلك المسابقات.
- 5** ترشيح مثلي الجامعة في الهيئات الرياضية الدولية والإقليمية والقارية و مساندة ترشحاتهم بالتنسيق مع اللجنة الوطنية الاولمبية التونسية و الوارزة المكلفة بالرياضة.
- 6** تنظيم النظاهرات والدورات الرياضية الدولية والإقليمية والقارية بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة والسلط العمومية.
- 7** تسويق لعبة كرة اليد بمختلف مظاهرها و أنشطتها و خاصة فيما يتعلق بالتفويت في حقوق بث النظاهرات و المقابلات الرياضية للمنتخبات الوطنية و الأندية الرياضية المنضوية تحت لوائها
- 8** مراقبة تطبيق القوانين و اللوائح المتعلقة باحترام الميثاق الرياضي و قواعد التنافس النزيه داخل القاعات و الفضاءات الرياضية
- 9** مقاومة مظاهر العنف و التمييز و تعاطي المنشطات و المواد المحظورة داخل القاعات و الفضاءات الرياضية
- 10** ضبط شروط مشاركة الجمعيات والرياضيين والحكام والرسميين في النظاهرات الرياضية الدولية والقارية والإقليمية والمقاييس المعتمدة لذلك.
- 11** تكوين و متابعة الإطارات الفنية والحكام والرسميين والمسيرين وتأهيلهم وتحسين مستوىهم و تنظيم الدورات والملتقيات التكوينية و التعليمية لفائدة جميع اطراف لعبة كرة اليد بغية تطوير مستوىهم.

العنوان الثاني: العضوية في الجامعة

الفصل 10 : يتم الانخراط من طرف الجمعيات الرياضية لدى الجامعة وفقا لكراس شروط يعده المكتب الجامعي و يتعين على الجلسة العامة التي تتعقد بصفة موالية لتاريخ قبول الانخراط، المصادقة على الانخراط المذكور ليصبح نهائيا ويمكن للمكتب الجامعي منح الخرط وقتي لإحدى الجمعيات، على أن تتم المصادقة على ادماج الجمعية المذكورة و اسنادها صفة المنخرط خلال الجلسة العامة الموالية بتاريخ تقديم مطلب انخراطها

الفصل 11 : يجب على كل جمعية عضو بالجامعة :

1. تسديد معلوم انخراطها السنوي قبل انطلاق الموسم الرياضي، ويحدد المكتب الجامعي في بداية كل موسم مقدار هذا الانخراط.
2. تسوية الخطايا المالية المسلطة عليها و الديون المتخلدة في ذاتها قبل انطلاق الموسم الرياضي
3. احترام النظام الأساسي والنظام الداخلي و مختلف النصوص الرياضية للجامعة والقرارات الصادرة عن المكتب الجامعي و مختلف هيأكل الجامعة و جوانها

4 . المشاركة في المسابقات والأنشطة الرياضية المنظمة حسريا من قبل الجامعة و الحصول على ترخيص مسبق من الجامعة في صورة اعتزام المشاركة في تظاهرات تمارس فيها لعبة كرة اليد و تكون منظمة من طرف جهة أجنبية عن الجامعة.

5 اللجوء إلى الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي باللجنة الوطنية الأولمبية التونسية بوصفها أعلى هيئة قضائية رياضية، لجسم كل نزاع رياضي تكون طرفا فيه و الاذعان الى قرارها و تطبيقها، وذلك بعد استنفاذ وسائل الطعن المخولة لدى الهيأكل الجامعية المختصة ابتدائيا واستئنافيا المنصوص عليها بالنظام الأساسي وبالنظام الداخلي للجامعة.

6 إعلام الجامعة بكل تقييم لظامها ولتراتيبها ولتركيبة هيئتها المديرية وللائحة الرسميين أو الأشخاص المؤهلين بإمضاءهم للتعاقد القانوني تجاه الغير وبكل التغييرات التي تطرأ على مقرها الرئيسي، كما يشمل هذا الإعلام كل الفروع والأقسام والمنظمات المترفرفة عن الجمعية.

7 التقيد بالقيم النبيلة للرياضة وبالأخلاق الحميدة ومبادئ الروح الرياضية وبالميثاق الأولمبي و مقاومة مظاهر العنف و تعاطي المنشطات داخل القاعات و الفضاءات الرياضية

الفصل 12 :

يمكن سحب صفة العضوية او تعليقها عن احدى الجمعيات الرياضية بصفة مؤقتة او نهائية من طرف الجامعة التونسية لكرة اليد بواسطة المكتب الجامعي في صورة عدم احترام مقتضيات الفصل 11 من هذا القانون الأساسي كما يمكن للمكتب الجامعي سحب العضوية او تعليقها بصفة نهائية او مؤقتة في اطار ممارسة الجامعة لسلطاتها التأدية على منظوريها في الحالات و الصور المكررة صلب القانون التأديبي الوارد بالتراطيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد و يجب على السلطة التأدية المتعهدة بلف التتبع التأديبي احترام حقوق الدفاع و مبدأ المواجهة كما يجب ان يكون قرار سحب العضوية متى تم اتخاذة ان يكون معللا طبقا لما يقتضيه القانون.

الفصل 13 :

فقرة 1 : فقد او تعلق العضوية بصفة نهائية او مؤقتة من طرف :

1. الجمعية التي لم تسدد معلوم الانحراف السنوي بعد التنبيه عليها كتابيا وفقا للتراطيب العامة و القانون الداخلي للجامعة.

2 . الجمعية التي لا تذعن للقرارات النهائية و الباتة الصادرة عن هيأكل التقاضي بالجامعة او قرارات الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي متى تعهدت كدرجة عليا بالبت في النزاعات و الطعون الرياضية المعروضة عليها

3 . الجمعية التي تختلف عن دفع المعاليم و المصاريف القانونية و الخطايا المستوجب دفعها للجامعة او للهيأكل الرياضية الإقليمية او القارية او الدولية بمناسبة المشاركة او العدول عن المشاركة في مسابقة رياضية تنظمها احدى هيأكل المذكورة او الجمعية التي لا تختلف عن تسوية الديون و المستحقات التعاقدية المترتبة في ذمتها بموجب احكام باتة. في هذه الحالة، يمكن التصریح بفقدان العضوية بعد التنبيه الكتابي للجمعية بوجود تسليد ما عليها وانقضاء اجل شهرين كاملين دون تسوية وضعيتها

4 الجمعية التي تستمر في النشاط الرياضي بعثة مديرية ذات تركيبة مستوفاة او غير شرعية و صدر في شأنها قرار قضائي يعيّن او يصرح بحال عدم الشرعية المذكورة

5 الجمعية التي صدر في شأنها قرار بالتجميد او الحرمان من النشاط النهائي او المؤقت من الهياكل التأديبية للجامعة بعما خطأ جسيم و يجب ان يكون القرار المذكور معللا ولا يتخد إلا بعد دعوة الجمعية المعنية والاستماع إليها من طرف المكتب الجامعي بعد تكينها من اعداد وسائل الدفاع و حق المواجهة طبقا لما يقتضيه القانون و يتم اتخاذ القرار من طرف المكتب الجامعي طبقا لإجراءات الواردة صلب نصوصها الرياضية و الداخلية.

فقرة 2 : لا يمكن لمديرى و أعضاء الهيئة المديرة للجمعية التي تفقد عضويتها طبقا لأحدى حالات الفقرة 1 من هذا الفصل ، الانخراط لدى جمعية أخرى منضوية تحت لواء الجامعة او تأسيس جمعية جديدة و ذلك طيلة فترة عام كامل من تاريخ فقدان الجمعية التي كان ينتمي إليها عضويتها المذكورة

الفصل 14 :

فقرة 1 : تتمتع الجمعيات الأعضاء بالحقوق التالية :

1. الاستدعاء لحضور أعمال الجلسة العامة في الآجال لمناقشة المواضيع المدرجة بجدول الأعمال ومارسة حق التصويت كممارسة حق التصويت في الجلسات العامة و حق الاقتراع في انتخابات اعضاء المكتب الجامعي و اعضاء مكاتب الرابطات.

2. تقديم الاقتراحات المتعلقة بالنقاط موضوع جدول أعمال الجلسة العامة.

3. إعلامها بأنشطة الجامعة التونسية لرياضة كرة اليد بواسطة نشرية رسمية تصدر بصفة دورية و يتم ارسالها لها على عنوانها الالكترونية او البريدية

4. المشاركة في المسابقات والأنشطة الرياضية المنظمة من قبل الجامعة.

5. ممارسة بقية الحقوق المترتبة عن النظمتين الأساسية أو الداخلية.

فقرة 2 : لا يمكن للجمعيات المنخرطة لدى الجامعة خلال السنة الرياضية الأخيرة التي تسبق سنة اجراء انتخابات المكتب الجامعي و مكاتب الرابطات المشاركة في الجلسات الانتخابية المذكورة و ممارسة حق التصويت غير انه يمكن لها الحضور و المشاركة في تلك الجلسات بصفة عضو ملاحظ

العنوان الثالث : الهياكل الجامعية

الفصل 15 : تضم الجامعة الهياكل التالية :

- الجلسة العامة.

- المكتب الجامعي.

- الهيئة التنفيذية

- المجلس الفيدرالي

- المجلس الفني الاستشاري
- الرابطات
- الم LAN الجامعية.
- الادارة الوطنية للتحكيم
- الادارة الوطنية الفنية
- الكتابة العامة
- هيئات التقاضي
- اللجنة الانتخابية المستقلة

الباب الأول: الجلسة العامة

القسم الأول: أحكام عامة

الفصل 16 :

- 1 . الجلسة العامة هي الهيكل التشريعي و الرقابي للجامعة التونسية لكرة اليد
- 2 . تنقسم الجلسات العامة التي تعقدها الجامعة إلى :
 - أ. جلسات عامة عادية تكون تقييمية أو انتخابية
 - ب. جلسات عامة خارقة للعادة.

و تضبط مواعيد انعقادها وأماكنها وجداول أعمالها بالتنسيق مع اللجنة الوطنية الأولمبية التونسية والوزارة المكلفة بالرياضة.

الفصل 17 : تشارك بصفة عضو فاعل في اشغال و مداولات الجلسة العامة الجمعيات المنخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و التي تحافظ على عضويتها، بحسب ممثل واحد عن كل جمعية طبقا لمقتضيات القانون الأساسي و احكام القانون الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

و تضم الجلسة العامة أعضاء المكتب الجامعي المباشر الذين يشاركون في الجلسة دون امكانية التصويت و ممارسة حق الاقتراع.

كما تضم الجلسة العامة الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد، رئيس الادارة الوطنية للتحكيم و رئيس اللجنة الوطنية للاستئناف الذين يشاركون في الجلسة بصفة ملاحظ.

ولا يمكن للجمعية المحمدة أو التي فقدت صفة العضوية أو التي لم تكمل الموسم الرياضي او التي تعرضت الى عقوبة نهائية من اجل الاخلاع بالميثلق الرياضي في السنة الاخيرة قبل موعد انعقاد الجلسة العامة من المشاركة في أشغالها او ممارسة الحقوق التي تخوّلها الجلسات العامة.

كما لا يمكن للجمعية التي تخلص عن المشاركة في جلستين عامتين متتاليتين خلال مدة نيابية واحدة، المشاركة في الجلسة العامة الانتخابية المصادفة لنهاية المدة النيابية المذكورة

و تشارك الجمعيات المنخرطة في أشغال الجلسة العامة بواسطة مثل واحد عنها يكون وجوبا رئيسا للجمعية أو نائباً أولاً للرئيس أو كاتباً عاماً أو رئيس فرع الإختصاص.

و في صورة مشاركة مثل عن الجمعية من بين المشاري لهم اعلاه دون ان يكون رئيس الجمعية ، فإنه يتعين على الممثل المذكور بأن يدلي بتفويض قانوني ممضى من قبل رئيس الجمعية وحامل ختمها.

تنظيم مقتضيات القانون الداخلي للجامعة التونسية شروط واليات مشاركة الاعضاء بالجلسة العامة وكيفية اجراء المداولات و التصويت في نطاق اشغال الجلسات العامة.

الفصل 18 :

1 . يخول للجلسة العامة البت في المسائل المعروضة على انظارها و المصادقة على اللوائح و المشاريع المقترحة متى توفر نصاب حضور ادنى في حدود نصف الاعضاء المنخرطين المخول لهم قانونا المشاركة في فعالياتها و في صورة عدم توفر النصاب المذكور فان الجلسة تعقد بعد ساعة واحدة مهما كان عدد الحاضرين من الأندية المنخرطة و لا تكون المصادقة قانونية الا بتصويت من ثلثي (3/2) على الأقل من الجمعيات المشاركة بالجلسة العامة

2 . يتبعن على كل جمعية منخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة تقديم اللوائح و مقترفات مشاريع القوانين المزمع عرضها على الجلسة العامة و ذلك في اجل لا يتجاوز شهرين على الأقصى قبل انعقاد الجلسة العامة و يتم إيداع اللوائح او المقترفات بكتابة الجامعة التونسية لكرة اليد بكل الوسائل التي تترك اثرا كتابيا و لا يمكن ادراج تلك المقترفات بجدول اعمال الجلسة العامة في صورة عدم احترام الاجل المذكور

3 . استثناء للقاعدة المنصوص عليها بالفقرة المتقدمة و في المسائل التي لا تتعلق بتنقيح القانون الأساسي للجامعة، يمكن لرئيس الجلسة العامة بمبادرة منه تبني لائحة او مقترح صادر عن احدى الجمعيات الاعضاء خارج الاجل القانوني متى صدر طلب عن ثلثي (3/2) الجمعيات الحاضرة بالجلسة العامة و يتم في هذه الحالة ادراج المسالة المذكورة ضمن جدول اعمال الجلسة العامة و عرضها للمناقشة و التصويت طبقا للقانون

4 . يمكن لرئيس الجلسة بموجب سلطة استثنائية و دون التقيد باي اجل محدد ، تقديم لوائح و مشاريع تنقيح قوانين تأسيسية و داخلية و رياضية في حق الجامعة التونسية لكرة اليد و مختلف هيئاتها بالجلسة العامة و ادراجها للمناقشة و التصويت

القسم الثاني: الجلسة العامة العادية

الفصل 19 : تلتئم الجلسة العامة العادية بدعوة من المكتب الجامعي توجه إلى الجمعيات المنخرطة قبل ثلاثة أيام على الأقل من تاريخ انعقادها وتنشر بواسطة الصحفة الوطنية وتتضمن الدعوة وجوباً جدول الأعمال.

الفصل 20 : تتوالى الجلسة العامة العادية تحديد السياسة العامة للجامعة و توجيهها و مراقبتها، كما تصادق على مشاريع النظام الداخلي للجامعة و قوانينها العامة و جميع نصوصها التربوية و الرياضية.

الفرع الأول: الجلسة العامة التقييمية

الفصل 21: تلتئم الجلسة العامة التقييمية مرة كل سنة عدى السنة التي تعقد فيها الجلسة العامة الإنتخابية وذلك للتداول في:

- التقرير الأدبي للجامعة و مناقشته والمصادقة عليه.
- التقرير المالي و مناقشته والمصادقة عليه بعد تلاوة تقرير مراقب الحسابات.
كما يمكن للجامعة أن تدرج في جدول الأعمال النقاط التالية:
 - تنقيح النظام الداخلي والقوانين العامة للجامعة
 - المصادقة على قبول عضوية جمعية جديدة طبقا لأحكام الفصل 10 من هذا النظام الأساسي.
 - الترخيص في مباشرة العمليات المالية و العقارية ذات الانعكاسات الهامة و المباشرة على الذمة المالية للجامعة.
 - تعيين رئيس لجنة التدقيق الداخلي او تغييره طبقا لما يقتضيه القانون

الفصل 22: لا تكون أشغال الجلسة العامة التقييمية قانونية إلا بحضور نصف الجمعيات المنخرطة لدى الجامعة على الأقل و المخول لها قانونا المشاركة في الجلسة العامة.

وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني في الوقت المحدد لانطلاق الجلسة، تعقد جلسة عامة ثانية في نفس اليوم
مهما كان عدد الحاضرين بعد انقضاء ساعة على الأقل عن موعد الجلسة الأولى وتكون مداولاتها قانونية مهما كان
عدد الأعضاء الحاضرين

الفرع الثاني: الجلسة العامة الإنتخابية

الفصل 23 : تعقد الجلسة العامة الانتخابية لانتخاب اعضاء المكتب الجامعي وجوبا مرة كل أربع سنوات، بدعة من المكتب الجامعي في الأجل القانوني بعد اشعار اللجنة الوطنية الأولمبية التونسية و الوزارة المكلفة بالرياضة و يتبع
عقدها وجوبا في اجل اقصاه ثلاثة (3) اشهر من تاريخ انعقاد الالعاب الاولمبية الصيفية التي تصادف السنة الاخيرة
لنهاية المدة النيابية للمكتب الجامعي المباشر.

بصفة استثنائية يمكن للمكتب الجامعي الدعوة الى عقد الجلسة العامة الانتخابية قبل الاجل الاقصى المذكور بالفقرة
المتقدمة و قبل ثلاثة اشهر من تاريخ موعد بداية انعقاد الالعاب الاولمبية الصيفية و تعتبر مدة نشاط المكتب الجامعي
المضافة في هذه الحالة مدة نيابية كاملة حتى في صورة عدم اكتمال فترة اربعة سنوات كاملة.

الفصل 24 : فقرة 1 : تعقد الجلسة العامة الانتخابية للمكتب الجامعي تحت إشراف لجنة انتخابية مستقلة يترأسها رئيس اللجنة الأولمبية التونسية بصفتها ممثل عن اللجنة الوطنية الأولمبية التونسية و الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد و تعهد هذه اللجنة مهمة الإشراف على كافة مراحل الجلسة العامة الانتخابية طبقاً للآليات الواردة بالأنظمة الأساسية و الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

و يقع اشهار التركيبة الكاملة للجنة بمناسبة فتح باب الترشحات لخوض انتخابات المكتب الجامعي

فقرة 2 : تتمثل صلاحيات و مهام اللجنة المستقلة بالأساس في :

- قبول ابداع ملفات الترشحات على القوائم و اجراء رقابة على مكوناتها و التثبت من مدى مطابقتها للشروط المطلوبة

- مباشرة جميع الاعمال الاستقرائية و امكانية طلب توضيحات من رؤساء القائمات المترشحة في اطار التثبت من محتوى ملفات الترشحات و في خصوص بعض الشروط المتعلقة بصحمة قبول القائمة و ذلك قبل البت في مدى شرعية استيفاء القائمة من عدمها للشروط القانونية المطلوبة

- النظر في المنازعات الكتابية في خصوص مدى شرعية استيفاء قائمة للشروط القانونية و ذلك بطلب من اي رئيس قائمة منافسة كالنظر كتابيا في المنازعات المتعلقة بأهلية او شرعية مشاركة جمعية او الهيئة التي تمثلها في عملية الاقتراع

- التصریح بالقائمات المقبولة و المرفوضة و اصدار قرار ابتدائي الدرجة في قبول قائمة او عدم قبول قائمة على ضوء الشروط النافذة و الاعلام به طبقاً للقانون

- مراقبة سير العملية الانتخابية بجميع مراحلها و تعيين ممثلين عن اللجنة صلب مكاتب التصويت

- تدوين جميع ما قد يتخلل العملية الانتخابية من خروقات صلب محضر رسمي

- الاعلان عن نتائج الاقتراع و التصریح بالقائمة الفائزة و اشهار النتائج صلب احدى الصحف اليومية او على الموقع الالكتروني للجامعة

الفصل 25 : فقرة 1 : يتعين على كل رئيس قائمة مترشحة لانتخابات المكتب الجامعي ان يقدم كتابيا ملف قائمته وفق صيغ و اجراءات الفصل 41 و ما بعده من هذا القانون الاساسي و يكون الملف مرفقا بكشف في مكونات ملف و نظير من الملف المودع و يرفع الملف لرئيس اللجنة الانتخابية مقابل ختم ايداع يسلم له في الكشف و نظير الملف و يتم التنصيص فيما على تاريخ التقديم و العدد الرتبي للقائمة و يجب ان تتم عملية تقديم القائمة في اجل اقصاه خمسة عشر يوم (15) قبل انعقاد الجلسة الانتخابية و يعتبر اجراء تقديم الملف المقدم بعد انقضاء الاجل المذكور باطل و لا عمل عليه.

تكون القائمة مقبولة متى استوفت الشروط القانونية المنصوص عليها صلب مقتضيات هذا القانون الاساسي و تكون سلطة اللجنة الانتخابية مقيدة بوجوب اصدار قرار في رفض قبول ملف ترشح القائمة في صورة عدم استيفائها لأي

شرط من الشروط المنصوص عليها صلب احكام هذا القانون الاساسي دون امكانية تلافي اي نقص او خطأ من المرشحين بعد انقضاء الآجال القانونية.

فقرة 2 : تصدر اللجنة الانتخابية قراراًها وفق اختصاص ابتدائي الدرجة في قبول او رفض قبول قائمة مرشحة لاستيفاء او عدم استيفاء الشروط القانونية و يتم اعلام القائمات المرشحة بتلك القرارات على عناوينها الالكترونية و البريدية المصرح بها و تكون جميع تلك القرارات قابلة للطعن من له الصفة و المصلحة من القائمات المرشحة دون غيرها و ذلك امام الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي طبقاً للقانون

فقرة 3 : يكون التصويت يوم الجلسة الانتخابية سرياً في خلوة معدّة للغرض وباستعمال صناديق اقتراع شفافة ، تحت إدارة اللجنة الانتخابية المستقلة و يمكن لكل قائمة مرشحة أن تكون ممثّلة بواسطة ملاحظين خلال عملية التصويت على أن ينحصر التمثيل في شخصين لا غير عن كل قائمة يكونان وجوباً من أعضائها المرشحين. يتعين على كل جمعية ناخبة اختيار قائمة واحدة لا أكثر من ضمن القائمات المرشحة و تعتبر ملغاً كل بطاقة تصويت لا تتحتم هذه الشروط.

إثر الانتهاء من عملية التصويت تتولى اللجنة الانتخابية فرز الأصوات والتداول حول مشروعية بطاقات التصويت والإعلان عن النتائج. و تضمن اللجنة جميع أعمالها بحضور تمضي من جميع أعضائها. ويتم إيداع هذا المحضر بالكتابة العامة للجامعة التونسية لكرة اليد مع توجيه نسخة منه للاتحاد الدولي لكرة اليد و الاتحاد الأفريقي لكرة اليد و للجنة الوطنية الاولمبية التونسية و للوزارة المكلفة بالرياضة.

و يمكن لكل قائمة مرشحة أن تكون ممثّلة بواسطة ملاحظين خلال عملية الفرز على أن ينحصر التمثيل في شخصين لا غير عن كل قائمة يكونان وجوباً من بين أعضائها المرشحين.

فقرة 4 : يمكن الطعن في نتائج العملية الانتخابية من له المصلحة في ذلك من بين القائمات الانتخابية المقبولة و المشاركة في الانتخابات و يتم رفع الطعن وجوباً في أجل لا يتجاوز سبعة أيام من تاريخ اشهار نتائج الانتخابات و ذلك لدى الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي طبقاً للقانون

الفصل 26 : تولي الجلسة العامة الانتخابية:

1. الاطلاع على التقرير الأدبي المعروض من قبل المكتب الجامعي والمصادقة عليه.
 2. الاطلاع على التقرير المالي المعروض من قبل المكتب الجامعي وعلى تقرير مراقب الحسابات بشأنه والمصادقة عليه.
 3. تعين مراقب للحسابات للفترة النيابية المقبلة، ويكون وجوباً من بين المراقبين المسجلين بجامعة الخبراء المحاسبين للبلاد التونسية وذلك حسب التشريع الجاري به العمل.
 4. تعين رئيس لجنة التدقيق الداخلي
 5. انتخاب أعضاء المكتب الجامعي للفترة النيابية الجديدة.
- و يمكن أن يتضمن جدول الأعمال في حالة الضرورة إحدى المسائل التي تدرج ضمن مشمولات الجلسة العامة التقييمية.

الفصل 27: لا تكون أشغال الجلسة العامة الانتخابية قانونية إلا على الأقل بحضور نصف الجمعيات المنخرطة والمخلو لها قانونا المشاركة في الجلسة العامة و يتبعن على الجامعة العمل على توفير جميع الظروف التنظيمية الملائمة و اتخاذ جميع الترتيبات الضرورية لضمان حضور الجمعيات المنخرطة بالجلسة العامة بما يضمن انعقادها بصفة طبيعية . وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني في الوقت المحدد لانطلاق الجلسة ، تعقد جلسة عامة ثانية في نفس اليوم مهما كان عدد الحاضرين بعد انقضاء ساعة على الأقل عن موعد الجلسة الأولى وتكون اعمالها و مداولاتها قانونية مهما كان عدد الأعضاء الحاضرين وينتخب أعضاء المكتب الجامعي من طرف الجمعيات وجوبا بالاقتراع السري طبقا لأحكام القانون الأساسي و القانون الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 28: في صورة عدم ورود أي ترشح في الآجال المحددة أو عدم استيفاء جميع القائمات المترشحة لشروط الترشح بشكل تتعذر معه اجراء الانتخابات لغياب قائمة مقبولة على الأقل مؤهلة لخوض الانتخابات، تقع الدعوة إلى جلسة عامة انتخابية أخرى بعد شهر على الأقل وثلاثة أشهر على الأكثر بنفس الصيغة المحددة أعلاه . وفي صورة تواصل غياب الترشحات يقع إعادة تطبيق الإجراء المنصوص عليه بالفقرة المتقدمة إلى أن يتم تقديم ترشحات . وفي الأثناء يواصل المكتب الجامعي المنتهية مدة تنصيف شؤون الجامعة إلى حين انتخاب مكتب جامعي جديد.

الفصل 29: الجلسة العامة الفيدرالية لانتخاب مكاتب الرابطات الوطنية و الجهوية :

فقرة 1 : تجرى انتخابات مكاتب الرابطات الوطنية و الجهوية لكرة اليد في اطار جلسة عامة فيدرالية للأندية يتم عقدها لاحقا للجلسة العامة الانتخابية للمكتب الجامعي و ذلك في اجل لا يتجاوز 40 يوم من تاريخ انعقاد الجلسة المذكورة و تخضع عملية تقديم الترشحات و اجراء انتخابات مكاتب الرابطات الى الشروط و الاليات الواردة بالنظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد

فقرة 2 : يتم تقديم الترشحات الفردية لعضوية مكاتب الترشحات وفق نظام الاقتراع على الأفراد بمجرد ادراج الاشهر في فتح باب الترشحات و تحديد موعد و مكان انعقاد الجلسة العامة الفيدرالية و يتم توجيه جميع الترشحات بواسطة البريد او بواسطة اليداع المباشر لفائدة الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد و يكون الأجل الاقصى لتقديم الترشحات خمسة عشر (15) ايام قبل الموعد المحدد لإجراء الانتخابات.

فقرة 3 : تشرف على حسن سير الانتخابات و رقابة اعمالها لجنة انتخابات مستقلة يتم ارسالها و تحديد تركيبتها طبقا لاحكام النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد . تختص اللجنة المستقلة للاحتجاجات بالنظر في الطعون التي يتم رفعها من كل من له مصلحة ضد قرار قبول او عدم قبول ملف ترشح طبقا لإجراءات بالنظام الداخلي

فقرة 4 : تتولى المجندة في إطار صلاحياتها المنصوص عليها صلب النظام الداخلي بالاشراف على عمليات فرز الأصوات و التصريح بالنتائج طبقا لنفس احكام النظام الداخلي

فقرة 5 : يمنع على كل مرشح صلب قائمة لانتخابات عضوية المكتب الجامعي خلال فترة نيابية إعادة الترشح لخوض انتخابات مكاتب الرابطات الوطنية او الجهوية المتعلقة بنفس المدة النيابية

القسم الثالث : الجلسة العامة الخارقة للعادة

الفصل 30 : يمكن أن تعقد جلسة عامة خارقة للعادة بطلب من المكتب الجامعي أو بطلب كتايي موجه إليه من قبل ثلثي (2/3) الجمعيات المنخرطة بصفة قانونية لغرض المداولة في المسائل التالية:

1. تقييم النظام الأساسي للجامعة.

2. سحب الثقة من المكتب الجامعي والدعوة إلى جلسة عامة انتخابية سابقة لأوانها.

3. حل الجامعة أو دمجها مع جامعات أخرى.

4. تغيير مقر الجامعة و نقله خارج الحدود الترابية للولاية التابع لها

5. كل المسائل التي تكتسي طابعا هاما و لها ارتباط بحسن سير دواليب رياضة كرة اليد وهياكلها بشرط تبنيها من رئيس الجلسة العامة الخارقة للعادة وفق سلطته التقديرية .

وتكون المطالب الكتابية الموجهة من قبل الجمعيات الرياضية مضادة وجوبا من قبل رئيس الجمعية دون سواه وحاملة لختمتها مع بيان تاريخها.

وتنعقد الجلسة العامة الخارقة للعادة بدعة من المكتب الجامعي، توجه إلى الجمعيات المنخرطة قبل خمسة عشر يوما على الأقل من تاريخ انعقادها وتنشر بواسطة الصحفة الوطنية وتتضمن الدعوة وجوبا جدول الأعمال.

الفصل 31 : لا تكون أشغال الجلسة العامة الخارقة للعادة قانونية إلا بحضور نصف (1/2) الجمعيات المنخرطة و المخول لها قانونا المشاركة على الأقل و تكون ممثلة في شخص رئيسها أو نائب الرئيس أو الكاتب العام أو رئيس فرع الاختصاص.

ويجب أن يدل ممثل الجمعية بتفويض قانوني مضى من قبل رئيس الجمعية وحامل لختمتها.

وفي صورة عدم اكتمال النصاب القانوني في الوقت المحدد لانطلاق الجلسة ، تتعقد جلسة عامة خارقة للعادة ثانية في نفس اليوم مهما كان عدد الحاضرين بعد انقضاء ساعة على الأقل عن موعد الجلسة الأولى.

وفي كل الحالات لا تتخذ القرارات إلا بأغلبية ثلثي (2/3) أصوات الجمعيات المنخرطة الحاضرة و يتم التصويت برفع اليد.

القسم الرابع : الجلسة العامة الانتخابية الإستثنائية

الفصل 32 : تم الدعوة جلسة عامة انتخابية استثنائية سابقة لأوائلها في أي وقت من المدة النيابية في إحدى الصورتين التاليتين:

- عند مصادقة الجلسة العامة الخارقة للعادة على سحب الثقة من المكتب الجامعي طبقاً لأحكام الفصل 23 من هذا النظام الأساسي.

- عند حصول شغور في تركيبة المكتب الجامعي فاق نصف (٢\١) الأعضاء

و في هذه الحالة يتولى بقية أعضاء المكتب الجامعي تسيير الشؤون العادلة للجامعة والدعوة جلسة عامة انتخابية تعقد في أجل أقصاه شهرين من حصول الشغور.

وتتولى هذه الجلسة بصفة وجوبية المصادقة على التقرير المالي والأدبي لفترة تسيير المكتب الجامعي المتخلي. ويستكمل المكتب الجامعي الجديد المنتخب بما تبقى من الفترة النيابية للمكتب المنحل على أن لا تتجاوز فترة ثلاثة (٣) أشهر من تاريخ نهاية الألعاب الأولمبية القادمة.

الباب الثاني : المكتب الجامعي

القسم الأول: المهام والصلاحيات

الفصل 33 : المكتب الجامعي هو الهيكل التنفيذي الموكول له السهر على تسيير الجامعة وإدارة شؤون رياضة كرة اليد وتطويرها وتنميتها ونشرها بالبلاد التونسية.

ومن مسؤولاته بالخصوص :

1. إدارة الجامعة وتسيير شؤونها وتنفيذ برامجها وهو الوحيد المخول له الاتصال والتعامل مع الهيئات الدولية و الهيئات القارية والإقليمية والجامعات الأجنبية المختصة.
2. السهر على احترام مبادئ الميثاق الأولمبي والقوانين الرياضية الدولية.
3. السهر على التصدي لكافة مظاهر العنف والتمييز والغش الرياضي و تعاطي المنشطات و المواد المحظورة في إطار الصلاحيات المخولة له.
4. ضبط التقارير المحاسبية وأمالية قبل عرضها على الجلسة العامة للمصادقة.
5. ضبط برامج لتنمية الموارد المالية للجامعة وتنفيذها وإحكام التصرف فيها.
6. ضبط برامج لتنمية الاختصاص وتكوين الرياضيين الشبان و المسيرين والحكام والمدرسين والرسميين، وتأهيلهم وتحسين مستواهم فيها وإدارياً وعلمياً.
7. إعداد رزنامة عامة للمباريات والمنافسات.
8. إعداد المنتخبات الوطنية وإدارة شؤونها وتمكينها من الإحاطة الطيبة في مختلف الأصناف.
9. تعيين المدرسين والمستشارين الفنيين الوطنيين والجهويين.
10. مراقبة نشاط الرابطات وتصريفها الفني والإداري وأموالي.

11. المساهمة في تنفيذ برامج الوقاية من تعاطي المنشطات بالتنسيق مع الهيئات واللجان الوطنية ذات الإختصاص.

12. وبصفة عامة يبت المكتب الجامعي في كل المسائل التي لا تعود بالنظر إلى الجلسة العامة ويمكنه تفويض جانب من صلاحياته إلى رابطات وطنية وجهوية وإلى لجان جامعية وكل هيئة تنفيذية، يتولى إحداثها وتحديد عددها ومهامها.

الفصل 34 : يتولى المكتب الجامعي في انطلاق مدةه النيابية وفي أجل لا يتعدى 3 أشهر إعداد عقود برامج وأهداف تضبط تحضيرات المنتخبات وتطوير رياضة كرة اليد على امتداد أربع سنوات بالتنسيق مع الإدارة الفنية الوطنية. وبعد إعلام اللجنة الوطنية الأولمبية التونسية يعرض هذا البرنامج للمناقشة مع ما يتطلبه من موارد مالية وبشرية على الوزارة المكلفة بالرياضة للمساهمة في إنجاحه وتمويله.

كما يقوم المكتب الجامعي بالتنسيق مع الإدارة الفنية بإبرام عقود برامج مع الجمعيات الرياضية المستهدفة في الإختصاص الذي تشرف عليه الجامعة وتضبط تلك العقود برنامج العمل والأهداف المرتقبة.

الفصل 35 : يجتمع المكتب الجامعي بصفة دورية بدعوة من رئيسه او بدعوة مجتمعة من الثلاثين (30) على الأقل من أعضاء المكتب الجامعي، ويضبط النظام الداخلي لجامعة لكرة اليد صيغ وإجراءات وطرق سير انعقاده.

يكون عمل أعضاء المكتب الجامعي وأعضاء الرابطات واللجان الجامعية و الهيئة التنفيذية مجاني. ولهم الحق في استرجاع المصارييف المبذولة في إطار أنشطة الجامعة فقط.

الفصل 36 : يمارس المكتب الجامعي جميع الصالحيات التنفيذية و الترتيبية الموكولة له طبقا لأحكام هذا القانون الأساسي و الترتيب العام و النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد و يكون مختصا بالنظر و التعهد و البت في جميع المسائل الرياضية الغير المنصوص عليها صراحة صلب مختلف الصوص المذكورة و بصفة عامة في جميع المسائل المسكوت عنها من طرف النصوص و له التعهد بها و البت فيها وفق سلطته التقديرية كما يمكن للمكتب الجامعي اتخاذ قرارات ترتيبية لحسن تسيير النشاط الرياضي و متى كان ذلك ضروريا ملائمة نصوصه الرياضية مع قواعد اللعبة الصادرة عن الاتحاد الدولي لكرة اليد و تعديلا لها

يمكن للمكتب الجامعي وضع منظومة تسيير وحوكمة حسب مُتطلبات المرحلة وأهداف وإمكانيات الجامعة ، على أن لا يتعارض ذلك مع التشاريع والترتيب الجاري بها العمل ومع أحكام هذا القانون الأساسي

القسم 2 : تركيبة المكتب الجامعي

الفصل 37 : يتربّك المكتب الجامعي من إثنا عشر (12) عضواً من بينهم امرأتين على أقل تقدير يقع انتخابهم من قبل الجلسة العامة.

كما يمكن للمكتب الجامعي أن يضم في تركيبته بصفة عضو ملاحظ كل من رئيس الإدارة الوطنية للتحكيم، رئيس اللجنة الوطنية للاستئناف ورؤساء الرابطات الوطنية لكرة اليد ، علاوة على الكاتب العام القار والمدير الفني الوطني للجامعة و المدير التنفيذي للجامعة.

الفصل 38 : يقع انتخاب أعضاء المكتب الجامعي لمدة أربع سنوات باقتراع سري و مباشر باعتماد نظام القائمات المغلقة، على أن تضم كل قائمة رئيساً لها ونائباً رئيس وبقية الأعضاء.

و في صورة قبول قائمتين أو أكثر لخوض الانتخابات، تعتبر القائمة التي تتحصل منذ الدورة الأولى على الأغلبية (50 بالمائة زائد واحد) من الأصوات المصحح بها هي القائمة الفائزة بالانتخابات.

وفي حالة عدم حصول أي قائمة على الأغلبية المذكورة تعاد الانتخابات بصفة فورية بين القائمتين المتحصلتين على أكبر عدد من الأصوات.

وفي صورة حصول التساوي بين قائمتين أو أكثر تعاد الانتخابات بصفة فورية بين القائمات المتساوية في المرتبة الأولى دون سواهم، وفي حالة تواصل التساوي تعاد الانتخابات بصفة فورية إلى حين التمكن من الفصل بين القائمتين.

وفي صورة حصول تساوي بالنسبة للقائمتين أو أكثر والتي حلّت خلف القائمة الحاصلة على أكثر الأصوات تعاد الانتخابات بصفة فورية بينهم إلى حين الفصل بينهم.

و في صورة تقدّم او قبول قائمة وحيدة لخوض الانتخابات، تعتبر القائمة المذكورة فائزة متى تحصلت على الأغلبية من أصوات الاندية المشاركة (50 بالمائة زائد واحد) وبضبط النظام الداخلي للجامعة طريقة توزيع أصوات الناخبين واحتسابها.

الفصل 39 : يتم توزيع الخطط داخل المكتب الجامعي وفق المهام التالية:

- رئيس الجامعة ويكون رئيس القائمة الفائزة في الانتخابات.
- نائب رئيس.
- أمين مال.
- أعضاء.

ويتم توزيع المسؤوليات بالاتفاق بين أعضاء المكتب الجامعي. وعند التعدّر تجري انتخابات داخلية بين جميع أعضاء المكتب الجامعي يشرف عليها رئيس الجامعة، وفي حالة التساوي يرجح صوت الرئيس.

الفصل 40 : لا يمكن الجمع بين عضوية المكتب الجامعي ومسؤولية تسيير بجامعة رياضية أخرى او بجمعية رياضية

القسم 3 : شروط الترشح لعضوية المكتب الجامعي

الفصل 41 : يجب لكل مرشح لعضوية المكتب الجامعي ضمن قائمة واحدة، مع مراعاة الشروط الإضافية الخاصة وال المتعلقة بشخص رئيس القائمة، أن تتوفر فيه الشروط الدنيا التالية :

1. أن يكون تونسي الجنسية.
2. أن يبلغ سنه خمسة وعشرين (25) عاما على الأقل على أقصى تقدير في تاريخ ختم الترشحات.
3. أن يكون متاحلا على شهادة باكالوريا وطنية أو على شهادة معادلة من طرف المصالح الادارية المختصة حسب الترتيب القانوني الجاري بها العمل.
4. أن يكون نقى السوابق العدلية ومتمنعا بحقوقه المدنية.
5. أن لا يكون قد تعرض قبل اجراء الانتخابات و بصفة شخصية لعقوبة نهائية تتعلق بالإخلال بالأخلاق الرياضية أو بالإيقاف عن النشاط الرياضي لمدة سنة كاملة على الأقل او اكثر او ان لا يكون قد تعرض قبل الانتخابات لعقوبة او قرار بالاستبعاد عن عضوية مكتب جامعي او مكتب رابطة او جمعية رياضية بقرار نهائى طبقا للقوانين المنظمة للجامعة او ان لا يكون في نفس الاجل المذكور تحت حالة من حالات فقدان العضوية المنصوص عليها صلب هذا القانون و يسترجع الطرف الراغب في الترشح حقه في الترشح في الدورة الموالية التي تلي انعقاد الدورة الحروم اليها من خوضها طبقا لصور هذه الفقرة.
6. ان لا يكون له من الأصول او الفروع او قرین من هم بصدده مواصلة مباشرة مهام رسمية من بين لاعبي او لاعبات النخبة او حكام النخبة
7. أن تكون له أقدمية في التسيير الرياضي حسب أحكام الفصل 42 من هذا النظام الأساسي

الفصل 42 :

1. يتعين على كل مرشح لعضوية مكتب جامعي ان يجتكم على شرط اقدمية في التسيير الرياضي طبقا لما يلي :
 - ان يكون قد مارس مهامه صلب مكتب جامعي بالجامعة التونسية لكرة اليد لمدة لا تقل عن اربعة (4) سنوات كاملة متتالية او ان يتمتع بخبرة في التسيير الرياضي صلب هيئة مديرية جمعية رياضية منخرطة و محافظة على عضويتها لدى الجامعة التونسية لكرة اليد لمدة لا تقل عن اربعة (4) سنوات كاملة
 - أو
 - ان يكون قد مارس مهامه صلب رابطة وطنية او جهوية لكرة اليد لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات كاملة
 - أو
 - ان يكون قد مارس مهامه كعضو فار صلب لجنة جامعية دائمة تابعة للجامعة التونسية لكرة اليد لمدة لا تقل عن ستة (6) سنوات كاملة
 - أو

- ان يكون مجازا ملدة ستة (6) سنوات متتالية على الاقل لدى الجامعة التونسية لكرة اليد بصفته مرافقا لجمعية رياضية منخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد

أو

- ان يكون تقلد ملدة لا تقل عن ستة (6) سنوات على الاقل سواء كانت متتالية او غير متتالية خطة رئيس فرع اختصاص كرة يد لدى جمعية رياضية منخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد

2 . لا يمكن لاي مرشح الاحتجاج بمدة اقدمية في التسيير الرياضي ناتجة عن عملية جمع مدة تسيير او مباشرة مهام في هيكلين او اكثر من بين المخصوص عليها صلب الفقرة 01 من هذا الفصل

الفصل 43 :

1 . يتم اثبات شرط الاصدمة في التسيير الرياضي في جانب المنتسين لهياكل الجامعة التونسية لكرة اليد بوجب شهادة مسلمة من طرف الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد بعد التثبت في صحة توفر شروط اسنادها في جانب طالبها و بالنسبة لاعضاء الهيئات المديرية للاندية المنخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد او المرافقين الجازين او رؤساء فروع الاختصاص، فان شهادة الخبرة في التسيير الرياضي يتم اسنادها لطالبها من طرف الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد متى ثبت توفر الشرط المذكور في جانب طالب الشهادة بالاستناد الى السجلات المسوكة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و لا يمكن لاي مرشح الاحتجاج باى شهادة مسلمة له من اي جهة اجنبية عن كتابة الجامعة التونسية لكرة اليد

2 . بداية من تاريخ سن هذا القانون الأساسي، يحدث لدى الكتابة العامة للجامعة التونسية لكرة اليد سجل خاص بتركيبة اعضاء الهيئات المديرية للجمعيات الرياضية المنخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و يتبع على كل جمعية رياضية إيداع قائمات اعضاء هيئتها المديرية المتعاقبة على تسييرها و يتم تحين معطيات السجل المذكور تحت اشراف و مسؤولية الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد طبقا للقانون بعد التثبت في صحة المعطيات المصرح بها

4 . يتولى الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد مسك و تحين سجل البيانات الخاص بالاعضاء المنخرطين من الجمعيات الرياضية في الأشهر الثلاث الأولى من بداية كل سنة رياضية و يكون مؤهلا للتثبت في صحة بيانات القائمات المودعة لديه و اجراء رقابة على مكوناتها طبقا للقانون.

الفصل 44 : يعفى اللاعبون والحكام والمدربون وممثلو تونس لدى الهياكل الرياضية القارية والاقليمية والدولية من الشرط عدد 3 (المستوى التعليمي الادنى) الوارد بالفصل 41 أعلاه ، وهم أن يقدموا ترشحاتهم لعضوية المكتب الجامعي و ذلك حسب المقاييس التالية :

بالنسبة لللاعبين:

- أن يكون المرشح قد شارك في ثلاثين (30) مباراة دولية رسمية ضمن المنتخب الوطني للأكابر او عشرين (20) للكبريات على الأقل أو أن يكون المرشح قد شارك في دورتين أولمبيتين.

بالنسبة للحكام:

- أن يكون المرشح قد اعتزل التحكيم و قد شارك على الأقل في دورة للألعاب الأولمبية أو في بطولتين للعالم تحت تنظيم الاتحاد الدولي لكرة اليد مهما كان الصنف العمري للمسابقة العالمية.

بالنسبة للمدربين:

- أن يكون المرشح قد درب على الأقل اربع (4) سنوات سواء كانت متتالية او غير متتالية ضمن المنتخبات الوطنية.

و لا يمكن بأية حال من الأحوال الجمع بين عضوية المكتب الجامعي و مهنة التدريب و يفقد العضو الجامعي صفتة تلك بمجرد مباشرته لمهمة تدريب مهما كانت صيغتها و يكون منوعا من ممارسة مهنة التدريب طيلة المدة النيابية المذكورة

4. مثلي تونس لدى الهياكل الرياضية الإقليمية و القارية والدولية

يتوجب ان يكون المرشح قبل تاريخ اجراء الانتخابات متتميا او أن يكون قد سبق له الانتماء لمدة ستين (2) متتاليتين على الأقل للمكتب التنفيذي التابع للاتحاد الدولي لكرة اليد او لاتحاد الكنفدرالية الإفريقية لكرة اليد او اللجنة الدولية الاولمبية او اللجنة الوطنية التونسية او الكنفدرالية المتوسطية لكرة اليد او الاتحاد العربي لكرة اليد او لمدة ثلاثة (3) سنوات متتالية بإحدى الهياكل التسييرية او اللجان التابعة للاتحادات المذكورة و يكون المرشح المنتهي لإحدى هذه الهياكل معفيا من شرط المستوى التعليمي الادنى المطلوب لبقية المرشحين و لا تنطبق عليه بقية الشروط و التحاجير الانتخابية المنصوص عليها صلب جميع فصول هذا النظام الاساسي.

5 . رؤساء الجمعيات الرياضية من ذوي اقدمية في التسيير الرياضي كرئيس مدة لا تقل عن ستة (6) سنوات و لا يمكن لكل قائمة مرشحة ان تضم اكثر من مرشح وحيد من هذا الصنف من المرشحين

الفصل 45 : مع مراعاة وجوب توفر الشروط العامة الدنيا الواردة بالفصلين 41 و 42 من هذا القانون الاساسي،

يجب ان تتوفر اضافة الى ذلك في شخص المرشح لخطبة رئيس الجامعة الشروط الخاصة التالية :

- ان يكون بتاريخ فتح باب الترشحات و تقديمها لترشحه على راس القائمة المتقدمة، بالغا لسن ادنى قدره خمسة و ثلاثون (35) سنة على الاقل

- ان يحتكم وجوبا على شرط اقدمية في التسيير الرياضي صلب مكتب جامعي بالجامعة التونسية لكرة اليد او صلب مكتب رابطة وطنية او جهوية لكرة اليد مدة لا تقل عن ستة (6) سنوات كاملة متتالية او غير متتالية او ان يتمتع بخبرة في التسيير الرياضي صلب هيئة مديرية جمعية رياضية منخرطة لدى الجامعة التونسية لكرة اليد و ذلك مدة لا تقل عن ثانية (8) سنوات متتالية او غير متتالية على الاقل

- ان لا يجمع مهمة رئاسة الجامعة مع مباشرة اي وظيفة عسكرية قارة او دبلوماسية او وزارية
- ان لا يمارس اي نشاط مهني او تجاري صلب مؤسسة فردية او شركة بما من شأنه ان يخلق حالة تضارب مصالح مع منصب رئيس الجامعة
- ان يكون قاطنا بصفة دائمة بالتراب التونسي و متفرغا لليقان بمهامه و رئاسة اجتماعات المكتب الجامعي بصفة فعلية و دورية طبقا لما يقتضيه القانون.

القسم 4: شروط تقديم القائمات المترشحة للانتخابات

الفصل 46: يتعين على كل قائمة مترشحة أن تكون مؤلفة من اثنا عشرة (12) عضوا قارا من بينهم امراتين على الأقل، مع ضرورة بيان رئيس القائمة ونائبه وتسمي كل قائمة باسم رئيسها ولا يجوز للشخص الواحد أن يترشح في أكثر من قائمة.

الفصل 47: تختار كل قائمة عنوانا بريديا واحدا ليكون مهلا لخابرتها وتنص عليه عند تقديم ملفات الترشح صحبة عنوان بريدها الالكتروني، وتكون كل قائمة مرفقة بملفات شخصية عن كل عضو مترشح. ويتضمن كل ملف الوثائق التالية:

1. مطلب في الترشح باسم رئيس اللجنة الانتخابية يكون مضى من المترشح شخصيا.
2. نسخة من بطاقة التعريف الوطنية.
3. نسخ أصلية أو مشهود بمطابقتها للأصل من الوثائق المثبتة لأقدمية التسيير في المجال الرياضي بالنسبة للأعضاء المرشحين مع مراعاة الاستثناءات الواردة بالفصل 36 من هذا القانون الأساسي.
4. نسخة مشهود بمطابقتها للأصل من الشهادة العلمية الوطنية المطلوبة أو من شهادة معادلة مسلمة من المصالح الإدارية المختصة حسب الترتيب القانونية الجاري بها العمل.

5. بطاقة عدد 3 تثبت نقاوة السوابق العدلية.
6. الإدلة بما يثبت توفر الشروط المنصوص عليها بالفصل 44 بالنسبة للاعبين والمدربيين والحكام و ممثلي تونس لدى الهيأكال الرياضية الأقليمية و القارية والدولية.

ويقع إيداع القائمة المرفقة بملفات جميع أعضائها وجوبا بكتابة اللجنة الانتخابية بداية من التاريخ وخلال التوقيت المحددين بإعلانات الترشح عبر الصحف الوطنية مقابل كشف في الوثائق و نظير كامل من الملف يقع امضائهم و ختمهم من الكاتب العام للجامعة التونسية لكرة اليد، وينص على عدد التضمين وتاريخ الإيداع بمكتب الضبط للجنة. ويمكن لكل عضو إضافة وثائق يراها ضرورية وذلك قبل غلق باب الترشحات مقابل كشف جديد مضى ومختم من اللجنة المختصة.

الفصل 48: يغلق باب الترشحات خمسة عشر (15) يوما قبل موعد الجلسة العامة الانتخابية دون احتساب يوم انعقادها. ويجب أن يتضمن الإعلام بتاريخ الجلسة العامة الانتخابية والدعوة لحضورها المعلن عنه بوسائل الإعلام تاريخ غلق باب الترشحات.

يتعين على جميع القائمات المرشحة بكامل أعضائها احترام فترة صمت انتخابي على امتداد ثلاثة (3) أيام كاملة قبل يوم انعقاد الجلسة الانتخابية و يمنع القيام بأى حملات انتخابية او الادلاء بأى تصريحات لوسائل الاعلام او عقد اجتماعات رسمية بالجمعيات اثناء تلك الفترة و في صورة عدم احترام ذلك الالتزام، فان اللجنة المستقلة الانتخابية تكون مؤهلة لاتخاذ جميع الاجراءات التحفظية و تسلیط عقوبات مالية متناسبة مع حجم التجاوزات المرتكبة

الفصل 49: يجوز خلال فترة تقديم الترشحات وقبل ختم باب الترشح تعويض ملف أي مرشح بمرشح آخر في حالات العدول أو التعذر عن الترشح لأسباب قانونية أو شخصية.

وفي ما عدا حالة الوفاة أو العجز البدنى الكلى الثابت بوجوب شهادة طبية، فإن تغيير عضو مرشح باخر جديد ضمن القائمة وداخل آجال تقديم الترشحات ، ينبغي أن يكون مرفقا بكتاب صريح معرف عليه بالإمضاء لدى السلطة المختصة يشير فيه المرشح الأول إلى عدوله عن الترشح أو استقالته من القائمة التي ترشح ضمنها.

الفصل 50: لا يجوز لكل من انسحب من قائمة بعد إيداع ملفها بكتابة اللجنة المختصة أن يعيد الترشح ضمن قائمة أخرى منافسة ولو خلال آجال تقديم الترشحات.

الفصل 51: بمجرد انقضاء أجل تقديم الترشحات وإيداع القائمات تتعهد اللجنة الانتخابية بالنظر والبت في ملفات المرشحين، وتصدر قرارا معللا، في قبول كل قائمة لخوض الانتخابات أو رفضها لعدم توفر الشروط القانونية في أحد أعضائها أو أكثر و ذلك في أجل اقصاه ثلاثة (3) أيام قبل تاريخ اجراء الجلسة العامة الانتخابية للمكتب الجامعي تتولى كتابة اللجنة الانتخابية إبلاغ جميع القرارات الممضاة من رئيسها، إلى رؤساء القائمات المرشحة حسب العناوين المختارة ، بوجوب اي وسيلة كتابية تترك اثرا ثابتا في ذلك.

الفصل 52: يجوز لرئيس القائمة المصرح برفضها، الطعن في قرار اللجنة الانتخابية وذلك بوجوب طعن يتم رفعه امام الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي طبقا للقانون كما يجوز لرؤساء القائمات المنافسة الأخرى الطعن في قرار اللجنة الانتخابية القاضي بقبول قائمة حسب نفس الإجراءات المذكورة أعلاه

الفصل 53 : تكون جميع الشروط و التحاجير الانتخابية من هذا النظام الأساسي نافذة في حق جميع المرشحين و يتم تطبيقها عليهم و بداية احتسابها و معارضتهم بها لأول مرة و سجّلها على وضعياًكم و حالاتكم الفردية دون استثناء من تاريخ دخول الأحكام موضوع تلك الفصول حيز التنفيذ و المصادق عليها من طرف هذه الجلسة العامة الخارقة

للعادة

القسم 5 : رئيس الجامعة

الفصل 54: رئيس الجامعة هو الممثل القانوني للجامعة لدى كل السلط العمومية والقضائية والهيأكل الرياضية الوطنية والقارية والدولية وهو الناطق الرسمي باسم الجامعة.

و من مهامه ايضا:

1. رئاسة اجتماعات المكتب الجامعي والجلسة العامة باستثناء الجلسة العامة الانتخابية التي تخضع لأحكام الفصل 20 من هذا النظام الأساسي.

2. السهر على تطبيق قرارات الجلسة العامة و المكتب الجامعي.

3. الإذن بالصرف والتوجيه مع أمين مال الجامعة على كل الوثائق التي تلزم الجامعة ماليا.

الفصل 55: يمكن لرئيس الجامعة، فيما عدا إمضاء المراسلات الموجهة إلى الهيأكل الرياضية الوطنية أو الإقليمية أو الدولية والأذون بالصرف والتعهدات المالية للجامعة، أن يفوض كتابياً جانباً من صلاحياته الأخرى إلى نائب الرئيس الأول أو إلى أحد أعضاء المكتب الجامعي.

وفي كل الحالات إذا تغيب رئيس الجامعة أو تعذر عليه القيام بمهامه لأسباب ظرفية أو في صورة امتناعه عن أدائهها يتولى نائب الرئيس الأول تعويضه وقتياً.

القسم 6 : فقدان العضوية وحالة الشغور بالمكتب الجامعي

الفصل 56: يتمتع بصفة العضو الجامعي من تم انتخابه من قبل الجلسة العامة.

يفقد صفة العضوية بالمكتب الجامعي:

1. كل عضو قدم استقالته إلى المكتب الجامعي بمحض ثابت التاريخ ومعرف عليه بالإمضاء وتم قبولاً رسمياً من طرف المكتب الجامعي.

2. كل عضو حافظ على عضويته او مارس نشاطاً في رابطة او جمعية رياضية خلافاً بصفة مخالفة لاحكام هذا النظام الأساسي.

3. كل عضو تعرض اثناء المدة النيابية الى عقوبة جزائية تحرمه من ممارسة حقوقه المدنية او السياسية طبقاً لما يقتضيه القانون

4. كل عضو يرتكب خطأ جسيماً موجباً لتسلیط عقوبة عليه بالتشطیب النهائي طبقاً للوائح التأديبية للجامعة او كل عضو يتعرض الى عقوبة تأديبية بالحرمان من النشاط من طرف الاتحاد الدولي لكرة اليد او من طرف الاتحاد الأفريقي لكرة اليد

5. كل عضو تغيب دون عذر شرعي مع الإعلام المسبق عن حضور اجتماعات المكتب الجامعي ثلاث مرات متتالية أو ست مرات متباعدة خلال موسم رياضي واحد، وفي هذه الحالة يتعين على المكتب الجامعي دعوة المعنى بالأمر كتابيا للحضور في أول جلسة تلي تسجيل الغياب الأخير المرخص فيه لتقديم مبراته وفي حالة عدم الاستجابة من طرف العضو المخالف ، يتولى المكتب الجامعي النظر في ملفه وفق السلطة التقديرية التي يتمتع بها و يمكن في صورة ثبوت تهاون او تقصير في جانب العضو الغائب ان يتخذ قرارا بأغلبية أعضائه البسيطة بوضع حد لعضوية المعنى بالأمر بصفة نهائية.

الفصل 57 : لا يمكن لأي عضو قدم استقالته الى المكتب الجامعي ان يتراجع لاحقا و احاديا عن الاستقالة و ان يطلب العدول عنها من تلقاء نفسه و يحتفظ المكتب الجامعي حتى تم تقديم مكتوب الاستقالة بصفة قانونية، بسلطة النظر و البت فيها وفق سلطته التقديرية سواء بقوتها او برفضها و على المكتب الجامعي اصدار قراره في ظرف لا يتجاوز ثلاثة (30) يوم من تاريخ تقديم مكتوب الاستقالة و في صورة عدم اصدار قرار في الاجل المذكور، فان الاستقالة تعتبر مقبولة و نافذة المفعول من تاريخ تقديمها

الفصل 58 : في صورة قبول استقالة عضو جامعي، لا يمكن للمكتب الجامعي باي حال من الاحوال تعويضه بعضو جديد اثناء المدة النيابية

الفصل 59 : يحصل الشغور في المكتب الجامعي بإحدى الصور التالية:

1. الوفاة أو العجز البدني.
2. تغيير الإقامة خارج البلاد التونسية او التواجد المتكرر و لمدة طويلة خارج البلاد التونسية.
3. الانقطاع بمهمة وزارية او بمهمة عسكرية دائمة.
4. فقدان الحقوق المدنية.
5. الاستقالة التي تم قبولها او التي أصبحت نافذة المفعول
6. صدور قرار جامعي في وضع حد للعضوية بالمكتب الجامعي لأسباب تأديبية طبقا للنصوص التأديبية للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 60 : يواصل المكتب الجامعي نشاطه بصفة طبيعية طالما لم يشمل الشغور نصف أعضائه او أكثر. ويتولى المكتب الجامعي توزيع الخطط الشاغرة على الأعضاء المباشرين بالتوافق بينهم أو بالاقتراع السري عند الاقتضاء.

وإذا شمل الشغور رئيس الجامعة، تسند رئاسة الجامعة آليا للنائب الاول للرئيس، وعند التعذر يتم اسنادها للنائب الثاني للرئيس و عند التعذر تجرى انتخابات داخلية بين جميع الأعضاء المباشرين لانتخاب رئيس للجامعة.

ويستند المكتب الجامعي لأحدى الأعضاء المتبقين خطة نائب اول و خطة نائب ثان للرئيس وعند التعذر تجرى انتخابات داخلية بين جميع الأعضاء المباشرين لانتخاب نائبين لرئيس الجامعة.

وإذا بلغ الشغور نصف أعضاء المكتب الجامعي او أكثر، فإنه تقع الدعوة جلسة عامة انتخابية طبق أحكام هذا النظام الأساسية.

الباب الثالث : هيكل التصرف

القسم الأول : المجلس الفيدرالي و الهيئة التنفيذية و المجلس الفني الاستشاري

الفصل 61 فقرة 1 : بموجب المصادقة على هذا القانون الأساسي، تم احداث مجلس فيدرالي يعني بمتابعة تنفيذ مقررات الجلسات العامة و التقييم الدوري لنشاط الهيئات الجامعية و يمارس المجلس الفيدرالي مهامه لمدة نيابية كاملة و تنتهي بنهاية المدة النيابية للمكتب الجامعي. يتكون المجلس الفيدرالي من أعضاء المكتب الجامعي و رؤساء الرابطات الوطنية و الجهوية و ممثلي الجمعيات الرياضية المنتخبين طبقا للقانون و يعقد اجتماعاته مرتين في السنة بدعوة من رئيس المكتب الجامعي و تحت اشرافه المباشر.

فقرة 2 : في اجل لا يتجاوز شهرين من بداية المدة النيابية للمكتب الجامعي، يتم تحت اشراف و تنظيم المكتب الجامعي انتخاب ممثلين عن الجمعيات الرياضية من بين رؤساء الجمعيات المنخرطة بصفة قانونية لدى الجامعة و يكون عددهم أربعة (4) وفقا للتوزيع التالي : ممثل واحد عن جمعيات الذكور القسم الوطني (ا) ، ممثل واحد عن جمعيات الذكور القسم الوطني (ب) و ممثل عن بقية الأقسام، ممثل واحد عن الجمعيات النسائية القسم الوطني (ا)، ممثل واحد عن الجمعيات النسائية القسم الوطني (ب)

فقرة 3 : تحافظ الجمعيات الرياضية المنتخبة على عضويتها داخل المجلس الفيدرالي و في صورة حدوث تغييرات في رئاسة الجمعيات المذكورة، يتولى الرئيس الجديد تعويض الرئيس المنتهية مهامه دون ان تفقد الجمعية المنتخبة عضويتها غير انه في صورة فقدان الجمعية المنتخبة لعضويتها او وقوع تجميدها من اجل أي سبب من الأسباب المنصوص عليها بالفصلين 12 و 13 من هذا القانون، فان المكتب الجامعي يتولى الاذن بإعادة اجراء انتخاب ممثل جديد لسد الشغور المذكور

فقرة 4 : بصفة استثنائية، يتم في ظرف لا يتجاوز شهر من تاريخ المصادقة على هذا القانون، اجراء انتخاب ممثلي الجمعيات المنتدلين للمجلس الفيدرالي و يباشرون مهامهم الى غاية نهاية المدة النيابية للمكتب الجامعي 2016-2020.

الفصل 61 (مكرر) : فقرة 1 : بموجب المصادقة على هذا القانون الأساسي، تم احداث مجلس فني استشاري يضم أعضاء الإدارة الفنية الوطنية للجامعة التونسية لكرة اليد و المديرين الفنيين و المدرسين من بين المحازين و الغير المحازين لدى الجامعة و يلتئم المجلس مرة واحدة على الأقل في السنة او أكثر عند الاقتضاء بدعوة من المدير الفني الوطني للجامعة للنظر و التداول في جميع المسائل الفنية و الرياضية المتعلقة بسير النشاط الرياضي و الفني لكرة اليد

فقرة 2 : ترفع اشغال و توصيات المجلس الفني الاستشاري للمكتب الجامعي الذي يتولى تبنيها و اعتمادها بالتنسيق مع الإدارة الفنية الوطنية

الفصل 62 : تحدث داخل هيأكل الجامعة بوجوب تفويض من المكتب الجامعي و تحت اشرافه هيئة تنفيذية يتم تعينها لمتابعة تنفيذ قرارات المكتب الجامعي و متابعة سير النشاط العادي و اليومي للجامعة في كل جوانبه. و تكون الهيئة التنفيذية مختصة للنظر و البت في المسائل ذات الصبغة المستعجلة و اتخاذ القرارات التي من شأنها ضمان حسن سر الدواليب الرياضية و الإدارية و المالية ذات الصبغة المتأكدة تتكون الهيئة التنفيذية من عدد 05 أعضاء جامعيين و يمكن ان يشارك في اجتماعاتها الكاتب العام و المدير الفني الوطني و المدير التنفيذي للجامعة و رئيس الإدارة الوطنية للتحكيم.

و يمكن للمكتب الجامعي تعزيز الهيئة التنفيذية بخطاب آخر طبقا لما يقتضيه حسن سير النشاط الجامعي. تباشر الهيئة التنفيذية مهامها لمدة سنة كاملة منذ تاريخ تعينها من المكتب الجامعي الذي له صلاحية تجديد مهامها او إعادة النظر في تركيبتها للسنة المowالية و يتم تضمين اعمالها و قراراها في كراس معاصر يكون مسوكا و مرقا من طرف الكاتب العام للجامعة طبقا لما تقتضيه القوانين الداخلية النافذة.

الفصل 63 : في صورة وجود حالات تعذر او شغور في جانب عضو من الهيئة التنفيذية في مباشرة مهامه، يتولى المكتب الجامعي اتخاذ القرارات المناسبة لتلافي أي تعطيل في سير عمل الهيئة و يكون مؤهلا بـإدخال التغييرات المناسبة على تركيبة الهيئة بما يضمن حسن سير عملها و استمراريتها.

القسم الثاني : الإدارة الفنية

الفصل 64 : تحدث داخل هيأكل الجامعة إدارة فنية وطنية تتولى القيام بكل الأعمال الرامية للنهوض بالاختصاص و بإعداد برامج نشاط المنتخبات الجهوية والوطنية وبضبط ميزانياتها وبالسهر على حسن تنفيذها. يرأس الإدارة الفنية مديرها فنيا وطنيا يتم انتدابه من طرف المكتب الجامعي بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة.

الفصل 65 : يعرض المدير الفني الوطني على المكتب الجامعي عند مستهل كل موسم رياضي برنامجا مفصلا، وعليه تقديم تقرير عن نشاط إدارته كل ثلاثة أشهر يشفّعه بتقرير سنوي شامل عند انتهاء كل موسم رياضي. وترسل هذه التقارير إلى الوزارة المكلفة بالرياضة بعد اطلاع المكتب الجامعي عليها .

الفصل 66 : تضم الإدارة الفنية هيأكل استشارية فنية وطنية وجهوية بالإضافة إلى مراكز التكوين والأكاديميات الخاصة بالشبان والتي تمارس نشاطها على أساس كراس شروط مصادق عليه من قبل المكتب الجامعي . و تتولى الإدارة الفنية متابعة أنشطة هذه الهيأكل وطنيا وجهويا و إعداد تقارير سنوية تعرض على المكتب الجامعي.

القسم الثالث: الكتابة العامة

الفصل 67: الكتابة العامة هي الهيكل الإداري للجامعة ويُسهر على تسييرها كاتب عام قار يتم إنتدابه من طرف المكتب الجامعي بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة من بين المتحصلين على شهادة عليا في التسيير الرياضي أو ما يعادلها على أن لا يكون عضواً بلجنة جامعية أو برابطة أو أي هيكل رياضي آخر.

الفصل 68: يتولى الكاتب العام بالخصوص المهام التالية:

1. حضور إجتماعات المكتب الجامعي وإعداد محاضر جلساته ومتابعة تنفيذ قراراته.
2. الإشراف على الإدارة وعلى الأعوان العاملين بالجامعة والرابطات.
3. الإشراف على مكتب ضبط الجامعة وعلى خلية التوثيق والأرشيف.

ويُساعد الكاتب العام في مهامه إطارات وأعوان تسيير وفقاً لهيكل تنظيمي يصادق عليه المكتب الجامعي ويبسط النظام الداخلي بدقة صلاحيات و مجال تدخل الكاتب العام.

القسم الرابع: الإدارة المالية والمحاسبية

الفصل 69: الإدارة المالية هي الهيكل المالي للجامعة ويُسهرها متصرف مالي يتم إنتدابه من طرف المكتب الجامعي ووجوباً من بين المتحصلين على شهادة عليا في التصرف المالي أو المحاسبي.

الفصل 70: يتولى المتصرف المالي بالخصوص المهام التالية:

- إعداد ميزانية تصرف الجامعة والرابطات وعرضها على مصادقة المكتب الجامعي.
- مساعدة الإدارة الفنية وبقية اللجان على ضبط ميزانياتها والسهر على حسن تنفيذها.
- التصرف في الشؤون المالية للجامعة وفقاً للميزانية المصادق عليها.
- السهر على استخلاص موارد الجامعة والمحافظة على جميع مؤيدات المصاري夫 للاستظهار بها عند الاقتضاء.
- مسک الحسابات المالية للجامعة حسب القواعد والمعايير المحاسبية الجاري بها العمل وإعداد تقارير دورية في الغرض يقع إعلام الوزارة المكلفة بالرياضة بها.

القسم الخامس : الإدارة الوطنية للتحكيم

الفصل 71 : يتم احداث هيكل قار يسمى الادارة الوطنية للتحكيم التي تتولى تعيين الحكام لإدارة المباريات والمسابقات الرسمية والودية والشهر علي النهوض بقطاع التحكيم في رياضة الاختصاص وبإعداد برامج نشاط وتكوين ورسكلة و متابعة الحكام وبضبط ميزانياتها وبالشهر على حسن تنفيذها.

الفصل 72 : يرأس الادارة الوطنية للتحكيم مدير وطني للتحكيم يعين من قبل المكتب الجامعي من بين الكفاءات الوطنية الرياضية او من بين الحكام الدوليين، ويشرط في المدير الوطني للتحكيم في صورة تعيينه من بين الحكام الدوليين أن يكون قد اعتزل التحكيم.

الفصل 73 : تخضع الادارة الوطنية للتحكيم في اجراءات تركيبتها و سير نشاطها و طرق عمل هياكلها الى الاحكام الواردة بالنظام الداخلي للتحكيم و الادارة الوطنية للتحكيم

القسم السادس: اللجان الجامعية

الفصل 74 : تحدث لجان داخل الجامعة تتولى مساعدة المكتب الجامعي في تسيير أعماله وبرأسها أعضاء المكتب الجامعي مع الاخذ بعين الاعتبار بعض الاستثناءات المنصوص عليها صلب النظام الداخلي للجامعة الذي يضبط عدد هذه اللجان وتركيبتها ومهامها ومدة نشاطها.

القسم السابع: الرابطات

الفصل 75: للمكتب الجامعي إحداث رابطة أو أكثر على المستوى الجهوي أو الإقليمي أو الوطني يفوض لها جانبا من صلاحياته طبقا لهذا النظام الأساسي. و يمكن للمكتب الجامعي عملا بمبدأ تواري الصيغ و الاجراءات تحويل او سحب التفويض المنوح للرابطة و استرجاع الصلاحيات المنوحة لها لاعتبارات موضوعية او تنظيمية و يضبط النظام الداخلي للجامعة طريقة وإجراءات وشروط انتخاب وتعيين أعضاء الهيئة المديرية للرابطة.

الفصل 76: تسهر الرابطة على تحقيق الأهداف المقررة من قبل المكتب الجامعي والمتعلقة خاصة بتنفيذ برامج تنمية الاختصاص والعناية بالمنتخبات الجهوية إن وجدت والإشراف على المباريات والمسابقات الرياضية على المستوى المحلي والجهوي والوطني.

وممارس الرابطة اختصاصها بالرجوع إلى مرجع نظرها التراي أو الفني المحدد بقرار إحداثها.

الباب الرابع : هيأكل التقاضي

القسم الأول : التعريف- التكوين- المهام

الفصل 77: تمثل هيأكل القضائية للجامعة التونسية لكرة اليد في الهيئات التالية :

1 . الهيئات التي تمارس اختصاص اصلي و مبدئي ابتدائي الدرجة و هي :

- اللجنة المركزية للنادibus بالجامعة التونسية لكرة اليد و الرابطات الوطنية لكرة اليد و الرابطات الجهوية لكرة اليد في المادة التأدية طبقا لقواعد توزيع الاختصاص المنصوص عليها بالترتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد.

- اللجنة المركزية لفض النزاعات صاحبة الاختصاص الاصلي و الموحد في مجال دعاوى النزاعات التعاقدية المرفوعة لها و في مجال البث في الاحترازات و الاثارات المتعلقة بالمقابلات و المسابقات الرياضية الراجعة لها بالنظر

- الرابطات الوطنية و الرابطات الجهوية في مجال البث في الاحترازات و الاثارات المتعلقة بالمقابلات و المسابقات الرياضية الراجعة لها بالنظر

- اللجنة المركزية للتأهيل و استناد الاجازات في مادة الاعتراض على القرارات الصادرة في مادة مطالب التأهيل و استناد الاجازات

2 . الهيئة التي تمارس اختصاص اصلي و مبدئي استثنافي الدرجة : اللجنة الوطنية للاستئناف التي تمارس مهامها كهيكل قضائي استثنافي الدرجة مستقل عن المكتب الجامعي و ذلك للنظر في جميع الطعون المرفوعة لها ضد القرارات الابتدائية الدرجة الصادرة عن اللجان الجامعية و الرابطات الوطنية و الرابطات الجهوية

3. الهيئة التي تمارس اختصاص قضائي استثنائي ابتدائي و نهائي الدرجة : المكتب الجامعي في الحالات الاستثنائية المنصوص عليها صراحة صلب الترتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد

الفصل 78: تخص هيأكل التقاضي بالنظر حسب اختصاص و درجة و صور تعهد كل هيئة في :

- خرق القوانين و الترتيب الرياضية للجامعة التونسية لكرة اليد

- الحالات التأدية و صور الاخلاقي بالأخلاق الرياضية و الميثاق الرياضي،

- النزاعات الناشئة بين منظوري و منخرطي الجامعة و جميع الاطراف التي تنضوي تحت لواء و سلطة الجامعة التونسية لكرة اليد وفق الصور المنصوص عليها بالترتيب العامة للجامعة

- صور الاخطاء المتعلقة بتعاطي المنشطات وفق الاجراءات الاستثنائية المنصوص عليها بالترتيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد.

الفصل 79 : تمارس هيأكل التقاضي اختصاصاتها وفق الاجراءات و حالات التعهد المنصوص عليها بالترتيب العامة و النظام الداخلي للجامعة التونسية لكرة اليد و تحدد احكام تلك النصوص طرق و اجراءات تعهد تلك الهيأكل كما تنظم اجراءات و اجال اصدار القرارات المنشقة عن تلك الهيأكل.

الفصل 80 : تحدث بالجامعة لجنة مركبة لفض النزاعات تختص بالنظر ابتدائيا في النزاعات الرياضية التي تنشأ بين الجمعيات سواء في علاقتها بعضها البعض أو في علاقتها بالمدربين أو باللاعبين أو في علاقة هؤلاء ببعضهم او بالجامعة و مختلف هيئاتها و يترأس اللجنة وجوبا شخصية رياضية لها تكوين قانوني من داخل أو خارج المكتب الجامعي .
و يمكن ان تختص الرابطة الجهوية أو الوطنية بصلاحية النظر ابتدائيا في النزاعات المتعلقة بالمبارات الرياضية المدرجة بنشاطها ضد اللاعبين والمسيرين والمرافقين والممرنيين وميادين اللعب وفقا لما يتم ضبطه من صلاحيات مسندة للرابطة في قرار إحداثها، أو في حالة التنصيص عليه بالنظام الداخلي للجامعة أو بالقوانين التأدية النافذة.

الفصل 81 : تمارس الجامعة سلطتها التأدية على منظوريها من جماعات رياضية ولاعبين ومسيرين ومدربين وحكام ورسميين وبصفة عامة على جميع الاطراف والاشخاص المنصوصون تحت لوائهم، بواسطة لجنة جامعة مستقلة للتأديب يترأسها وجوبا شخصية رياضية لها تكوين قانوني من داخل أو خارج المكتب الجامعي وتعهد بالنظر ابتدائيا في تسليم العقوبات المستوجبة في المادة التأدية.

و يمكن للمكتب الجامعي أن يفوض جانبا من الاختصاص التأديبي الابتدائي إلى الابطاط.
ويضبط النظام الداخلي للجامعة والاحكام التأدية الواردة بالتراطيب العامة قائمة المخالفات المستوجبة للعقاب، وسلم العقوبات.

الفصل 82 : تختص اللجنة الوطنية للاستئناف بالنظر في الطعون المرفوعة ضد قرارات لجان الجامعة والرابطات الوطنية والرابطات الجهوية وتمارس صلاحيتها في استقلالية تامة عن المكتب الجامعي وتصدر قرارات نهائية الدرجة و يتم اكساء تلك القرارات بالصيغة التنفيذية من طرف المكتب الجامعي.

يعين المكتب الجامعي أعضاء هيئات التقاضي ملدة أربع سنوات من بين الشخصيات الرياضية المشهود لها بالكفاءة و النزاهة في مادة القانون الرياضي.

تخضع اللجنة الوطنية للاستئناف في تركيتيها و سير نشاطها و اجراءات انعقاد اختصاصها و اليات اصدار قراراتها الى الاحكام و القواعد الاجرائية المحددة صلب النظام الداخلي و التراطيب العامة للجامعة التونسية لكرة اليد.

القسم الثاني : في حق الدفاع والتزامات المتخاصمين

الفصل 83 : تتخذ قرارات هيئات التقاضي التابعة للجامعة في نطاق احترام حقوق الدفاع و عند الاقتضاء مبدأ المواجهة وذلك بتمكن كل الأطراف من الحضور أو تكليف من ينوبهم بصفة قانونية وذلك طبقا لمقتضيات الأنظمة الداخلية و التراطيب العامة للجامعة.

الفصل 84 : في اطار ملائمة مقتضيات احكام هذا القانون لمقتضيات القانون الاساسي و النصوص القانونية للجامعة الدولية لكرة اليد و ميثاق اللجنة الدولية الاولمبية، تلتزم الجامعة بجميع هيئاتها و اعضائها و الأعضاء المخтроطن و

المسيرون واللاعبون والحكام ووكلاه اللاعبين وجميع الرسميين وبصفة عامة جميع الاشخاص المنصوصون تحت لوائها بعدم اللجوء إلى محاكم الحق العام والهيئات القضائية الوطنية الغير الرياضية لفض نزاعاتهم الرياضية في خصوص النزاعات و المسائل المتعلقة بتطبيق هذا القانون الأساسي و الترتيب الرياضية و الداخلية إلا إذا تم التنصيص على ذلك بالنظام الأساسي وقوانين الاتحاد الدولي لكرة اليد.

يمكن الطعن في القرارات النهائية الصادرة عن اللجنة الوطنية للاستئناف في اطار ممارسة اللجنة لاختصاص عام و مبدئي او في القرارات الابتدائية النهائية الصادرة عن المكتب الجامعي في اطار ممارسته لاختصاص قضائي استئنافي و ذلك أمام الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي التابعة للجنة الوطنية الأولمبية طبقا للصور و الاجراءات المنصوص عليها بالنظام التحكيمي للهيئة. تعهد الهيئة الوطنية للتحكيم الرياضة بالنزاعات الرياضية طبقا لشرط تحكيمي تصدق عليه الجلسة العامة للاندية.

تحدث غرفة مختصة في فض نزاعات كرة اليد لدى الهيئة الوطنية للتحكيم و تتكون من أعضاء يتم انتخابهم من طرف الجلسة العامة للاندية من بين قائمة أعضاء مجلس التحكيم و المحكمين المنتدبين مؤسسة المحكمة الرياضية و تمارس الغرفة المختصة المذكورة مهامها التحكيمية طبقا لإجراءات نظام التحكيم الرياضي
لتلزم الجامعة بتطبيق قرارات الغرفة المختصة لفض النزاعات التابعة للهيئة الوطنية للتحكيم الرياضي بمجرد اعلامها بها طبقا لما يقتضيه القانون

العنوان الرابع : الموارد المالية ومسك الحسابات

الباب الأول : الموارد المالية

الفصل 85: تتأتى موارد الجامعة بالخصوص من :	
إرادات ممتلكاتها.	8
معاليم الإنخراط السنوية.	9
المنابع المتأتية من تنظيم المباريات بصفة مباشرة أو غير مباشرة.	10
المنح والجوائز المالية المتحصل عليها إثر المشاركة في تظاهرات أو مسابقات رياضية دولية.	11
معاليم الموظفة على بيع الإجازات والمطبوعات والنشرات.	12
المعاليم الموظفة على العقوبات والخطايا.	13
منح الدولة والجماعات والمؤسسات العمومية.	14
الهبات والتبرعات الممنوحة طبق التشريع الجاري به العمل.	15
العائدات المتأتية من تنظيم التظاهرات الرياضية أو الثقافية.	16
عائدات إسداء الخدمات المنجزة.	17
عائدات الاستشهاد والتسيير.	18
مداخيل الإشهار وحقوق البث التلفزي.	19

الباب الثاني: مسک ومراقبة الحسابات

الفصل 86 : تتولى الجامعة وجوبا مسک حساباتها طبقا للتشريع المحاسبي الجاري به العمل بما في ذلك قواعد معيار المحاسبة رقم 40 الخاص بالجمعيات الرياضية المصادق عليه بقرار وزير المالية المؤرخ في 21 أوت 2007.

الفصل 87 : تحفظ لمدة عشر (10) سنوات على الأقل، كل الدفاتر والوثائق الخاصة بكل سنة محاسبية ومستنداتها وأدلة ومؤيدات المتعلقة بها.

الفصل 88 : كل الأقساط التي يتم إسنادها من قبل الدولة في إطار عقود البرامج أو الأهداف تتم متابعتها من طرف الوزارة المكلفة بالرياضة كشفوفات ومؤيدات، ولا يقع إسناد القسط اللاحق إلا بعد إثبات صرفها حسب هذه العقود.

وفي كل الحالات يخضع التسيير الإداري والمالي للجامعة لقضاء دائرة المحاسبات طبقا لأحكام القانون الأساسي للدائرة.

الفصل 89 : تحدث وجوبا بالجامعة و عند انطلاق المدة النيابية لجنة تدقيق داخلي تتولى مراقبة التصرف والتدقق في حسابات الجامعة وتقييم نظام الرقابة الداخلي لديها.

يرأس هذه اللجنة شخصية رياضية مشهود لها بكفاءتها تعينه الجلسة العامة باقتراح من المكتب الجامعي. وييتولى رئيس هذه اللجنة اختيار أعضاءها سواء من بين الأندية أو الوزارة المكلفة بالرياضة أو من ذوي الاختصاص في المحاسبة المالية أو الممولين أو غيرهم من يرى فيهم ضمانا لنجاعة عمل اللجنة. كما تتولى الجامعة وجوبا توفير التمويل اللازم لسير عمل اللجنة .

ولا يمكن في جميع الأحوال الجمع بين مهام رئيس الجامعة أو أمين المال أو المتصرف المالي وعضوية هذه اللجنة. كما يمكن للجلسة العامة تغيير رئيس اللجنة متى رأت ذلك.

وتعد هذه اللجنة تقرير سداسي حول نجاعة وسلامة التصرف المالي والمحاسبي وأنظمة الرقابة بالجامعة، ترفع للمكتب الجامعي للبت فيها. وتوجه نسخة من هذه التقارير إلى اللجنة الوطنية الأولمبية وللوزارة المكلفة بالرياضة للإعلام. كما ترفع اللجنة تقريرا سنويا إلى الجلسة العامة .

العنوان الخامس : التنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة

الفصل 90 : تقوم الجامعة بالتنسيق مع الوزارة المكلفة بالرياضة خاصة في المسائل التالية:

- 1- تعيين المدير الفني الوطني والكاتب العام القار.
- 2- الاطلاع والمصادقة على التصرف الإداري والماли في المنشآت المسندة منها إلى الجامعة .
- 3- الاطلاع على التقارير المالية الثلاثية والسنوية للجامعة
- 3- الاطلاع على تقرير لجنة التدقيق الداخلي للجامعة .
- 4- المصادقة على عقود الأهداف والبرامج على المستوى الفني والإداري والماли .
- 5- التنسيق المسبق على كل التزام بتنظيم دورات رياضية قارية أو إقليمية أو دولية أو أولمبية بتونس.
- 6—التنسيق المسبق على كل التزام بالمشاركة في دورات رياضية قارية أو إقليمية أو دولية أو أولمبية .

العنوان السادس : أحكام مختلفة

الفصل 91 : تعتبر أحكام القوانين الداخلية للجامعة و الترتيب العامة متممة ومفسرة وموضحة لأحكام النظام الأساسي للجامعة.

ولا يمكن للأحكام القوانين الداخلية و الترتيب العامة للجامعة أن تخالف النظام الأساسي أو أن تحوره.

الفصل 92 : عند صدور قرار بالحل التلقائي أو القضائي للجامعة تقع تصفية ممتلكاتها طبقاً للقوانين الجاري بها العمل.

العنوان السابع : أحكام انتقالية

الفصل 93 : تدخل أحكام هذا القانون الأساسي بكافة فصوله حيز التنفيذ بعد مصادقة الجلسة العامة الخارقة للعادة على محتواه وتلغى أحكام هذا النظام الأساسي جميع أحكام النظام الأساسي السابق برمه وتنطبق جميع الشروط و التحاجير الواردة بهذا القانون على جميع الوضعيات و الحالات التي يتم تقاديرها و اجراء العمل بها لأول مرة بداية من تاريخ المصادقة على احكام هذا النظام الاساسي ، ويتم وجوبا توجيه نسخة من محضر الجلسة مرفوقة بنسخة من النظام الأساسي المصدق عليه إلى اللجنة الوطنية الاولمبية و وزارة الشباب والرياضة للإعلام . وبصفة إستثنائية تتواصل المدة النيابية المقبلة للمكتب الجامعي المنتخب وفق أحكام هذا النظام الأساسي إلى حد اختتام الألعاب الأولمبية لدورة 2020 وفي أجل أقصاه 31 ديسمبر 2020.

الفصل 94 : تمت المصادقة بصفة قانونية على مقتضيات هذا القانون الأساسي من طرف الجلسة العامة الخارقة للعادة للأندية المنعقدة بتاريخ 13 افريل 2018 بمدينة نابل و تكون الجمعيات المنخرطة تحت لواء الجامعة التونسية عاملة بجميع التنصيحات و التنصيصات الواردة بهذا القانون الأساسي بمجرد المصادقة عليها بصفة نهائية و تعارض بها

جميع الجمعيات الرياضية و اعضائها و منخرطيها كما تعارض بها بصفة عامة جميع بقية الاطراف و الهيأكل الرياضية
بداية من تاريخ المصادقة على مقتضيات القانون الاساسي المذكور.